

RAPPORT DE GESTION

Le présent document constitue le rapport de gestion de Stella-Jones Inc. Dans le présent rapport de gestion, les termes « la Société » et « Stella-Jones » sont utilisés pour désigner Stella-Jones Inc. et ses filiales, à titre individuel ou collectif.

Le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés audités de la Société ont été examinés par le comité d'audit et approuvés par le conseil d'administration le 7 mars 2023. Le rapport de gestion passe en revue les développements importants, les résultats d'exploitation, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, en comparaison de l'exercice clos le 31 décembre 2021. Le rapport de gestion doit être lu de concert avec les états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021 et les notes y afférentes.

Le présent rapport de gestion contient des déclarations de nature prospective. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « voudraient », « hypothèses », « plan », « stratégie », « croire », « anticiper », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « objectif », l'emploi du futur et du conditionnel, ainsi que les mots et expressions semblables, visent à dénoter des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives englobent, sans s'y limiter, les prévisions financières et d'autres déclarations présentées aux rubriques intitulées « Stratégie » et « Objectifs financiers pour les exercices 2022 à 2024 » ci-après, qui sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société, ainsi que les attentes et les plans actuels de la direction (et pourraient ne pas convenir à d'autres fins). Ces déclarations sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses et comportent des risques et incertitudes, connus et inconnus, susceptibles de faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent considérablement de ceux présentés explicitement ou implicitement dans ces déclarations de nature prospective. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, le contexte politique général, la conjoncture économique et la situation des marchés, l'évolution de la demande des clients pour les produits et services de la Société, les prix de vente des produits, la disponibilité et le coût des matières premières, les changements climatiques, l'incapacité à recruter et à retenir du personnel qualifié, les brèches de sécurité informatique ou autres menaces de cybersécurité, les fluctuations des taux de change des devises, la capacité de la Société à se procurer des capitaux, ainsi que les facteurs et hypothèses auxquels on réfère dans le présent document ainsi que dans les documents d'information continue déposés par la Société. La direction de la Société décline toute responsabilité de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prospective afin de refléter de nouvelles informations, des événements futurs ou d'autres changements survenant après la date des présentes, à moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

Les états financiers consolidés audités de la Société sont présentés en dollars canadiens et sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière telles qu'elles sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« IFRS ») et le Manuel des Comptables Professionnels Agréés du Canada (« CPA Canada »), Comptabilité – Partie 1. À moins d'indication contraire, tous les montants mentionnés dans le présent rapport sont en dollars canadiens.

Le présent rapport de gestion contient également des mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

Il est possible d'obtenir des renseignements supplémentaires, notamment la notice annuelle ainsi que les rapports trimestriels et annuels de la Société, en visitant le site Web de SEDAR au www.sedar.com. Les communiqués de presse et d'autres renseignements sont également disponibles à la rubrique Investisseurs du site Web de la Société au www.stella-jones.com.

NOS ACTIVITÉS

Stella-Jones est le chef de file en matière de produits en bois traité sous pression en Amérique du Nord. La Société fournit des poteaux en bois aux grandes sociétés de services publics d'électricité et entreprises de télécommunications du continent, ainsi que des traverses de chemin de fer et des poutres aux exploitants nord-américains de chemin de fer de catégorie 1, de courtes lignes et de voies ferrées commerciales. Stella-Jones fournit aussi des produits industriels, notamment du bois pour les ponts ferroviaires et les passages à niveau, des pilotis pour constructions maritimes, des pieux pour fondations, du bois de construction et des produits à base de goudron de houille. Ces catégories de produits liées aux infrastructures représentent, en général, environ entre 70 et 75 % des ventes réalisées par la Société.

La Société se consacre également à la fabrication de bois d'œuvre traité et d'accessoires à usage résidentiel de première qualité qu'elle distribue auprès de détaillants canadiens et américains en vue d'applications extérieures. Une part importante des activités de la Société dans ce secteur consiste à desservir le marché canadien par l'entremise de son réseau national de fabrication et de distribution.

Stella-Jones poursuit avec succès une stratégie de consolidation dans l'industrie des produits en bois traité sous pression et a réalisé plus de 20 acquisitions depuis 2003. Ces acquisitions ont permis à la Société d'étendre son réseau nord-américain en élargissant son offre de produits et sa capacité, de renforcer la solidité et la fiabilité de son approvisionnement en matières premières et d'améliorer la qualité des services offerts aux clients. La stratégie a contribué au développement de relations étroites et durables avec la clientèle partout en Amérique du Nord et a élargi l'accès à des fournisseurs clés. Elle a également permis à la Société de renforcer davantage la vaste expertise de son équipe de gestionnaires chevronnés dans l'ensemble des divisions d'un bout à l'autre de l'Amérique du Nord.

Stella-Jones possède une capacité démontrée à consolider les industries dans lesquelles elle est présente tout en générant de la croissance, interne et par le biais d'acquisitions, et en livrant d'excellents résultats. Ce bilan de réussites sert d'assise à la génération de flux de trésorerie robustes qui permettent à la Société de réinvestir continuellement dans ses activités et de remettre du capital aux actionnaires par le biais d'augmentations régulières des dividendes et de rachats d'actions.

La Société exploite 43 usines de traitement du bois, 13 installations d'écorçage de poteaux et une distillerie de goudron de houille. Ces installations sont réparties à travers le Canada et les États-Unis et sont complétées par un vaste réseau de distribution. En date du 31 décembre 2022, les effectifs de la Société s'élevaient à environ 2 615 employés.

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : SJ).

NOTRE MISSION

Stella-Jones vise à devenir le chef de file au chapitre de la performance dans les secteurs d'activité où elle est présente, en plus d'être un citoyen corporatif exemplaire, qui agit avec intégrité et respecte des normes rigoureuses en matière de considérations environnementales, sociales et de gouvernance.

Stella-Jones s'est engagée à fournir à ses employés un milieu de travail sécuritaire, respectueux de l'individu, inclusif et stimulant et également à récompenser la recherche de solutions, l'esprit d'initiative et la poursuite d'un rendement toujours meilleur.

C'est en priorisant la satisfaction de la clientèle, les pratiques de travail innovantes et l'optimisation de ses ressources ainsi qu'en investissant dans ses effectifs au moyen de la formation et du développement qui favoriseront l'avancement professionnel dans l'ensemble de l'organisation que Stella-Jones entend atteindre ces objectifs.

NOTRE STRATÉGIE

La stratégie de Stella-Jones vise à consolider sa position de chef de file dans ses principales catégories de produits et dans ses marchés clés, grâce à la croissance interne, l'efficacité de son réseau, l'innovation et la réalisation d'acquisitions rentables. La Société demeure à l'affût d'opportunités liées aux infrastructures ainsi que d'autres occasions stratégiques afin de tirer parti de son vaste réseau, de sa clientèle bien établie, de son approvisionnement en fibre et de ses nombreux avantages concurrentiels, et qui contribueront également à sa capacité à générer des flux de trésorerie soutenus.

La Société s'est engagée à intégrer les considérations environnementales, sociales et de gouvernance dans ses décisions d'affaires quotidiennes et ses stratégies, reconnaissant que la prise en compte de ces facteurs la rendra plus résiliente, agile et durable.

Gestion du capital

La stratégie d'affectation des capitaux de la Société met à profit la robustesse de ses flux de trésorerie générés de manière constante tout en améliorant sa stabilité à long terme ainsi que la création de valeur pour les actionnaires. Afin de maintenir la solidité et la flexibilité financières de la Société, les capitaux sont affectés de manière disciplinée en conservant un équilibre entre la croissance des investissements et la remise de capital aux actionnaires.

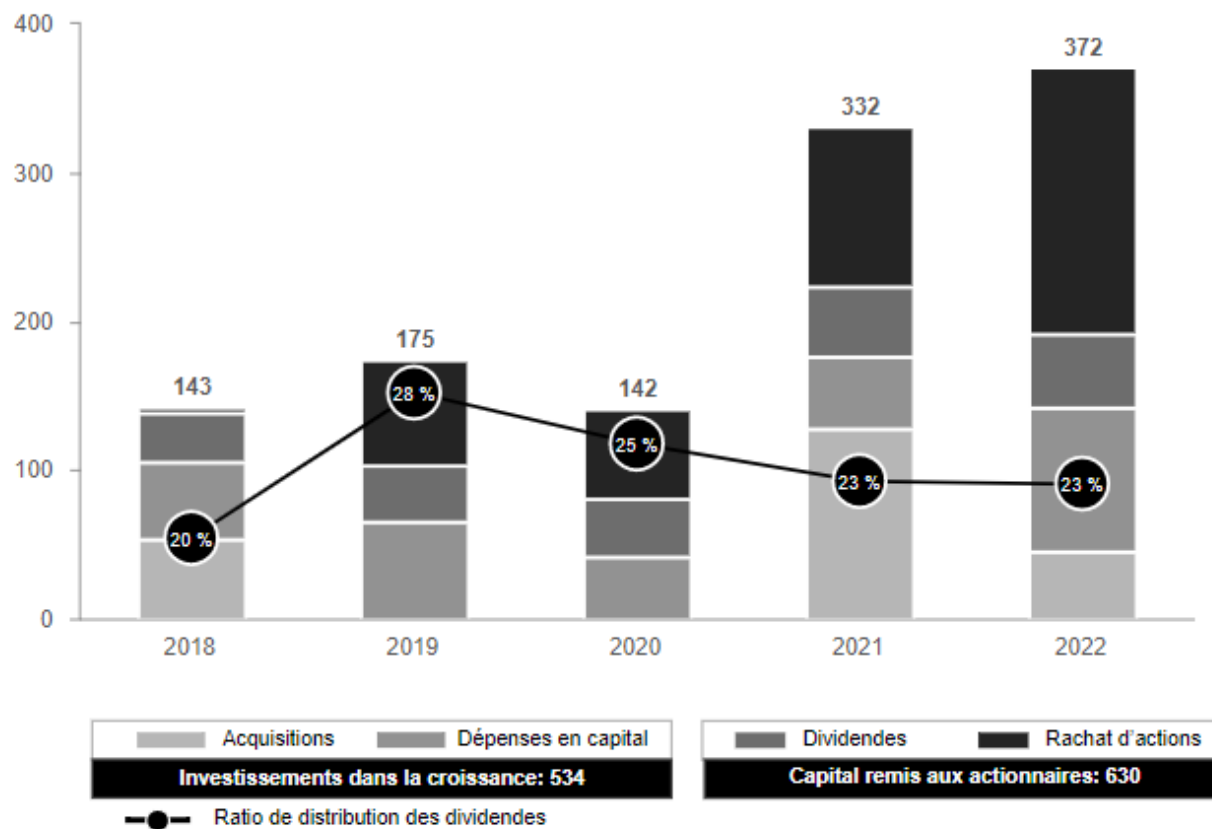
La stratégie actuelle de la Société est de :

- Continuer d'investir de 50 à 60 millions \$ annuellement dans les dépenses en immobilisations afin de maintenir la qualité de ses actifs, d'assurer la sécurité de ses employés, de poursuivre des initiatives environnementales et de développement durable, ainsi que de soutenir sa croissance interne et sa productivité;
- Élargir le programme de dépenses en immobilisations et investir de 90 à 100 millions \$ supplémentaires au cours de la période s'échelonnant de 2022 à 2024 afin de soutenir la croissance anticipée de sa catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics;
- Réaliser des acquisitions rentables liées aux infrastructures qui renforceront le positionnement stratégique de la Société et contribueront à la croissance des résultats dans le futur;
- Maintenir le versement durable de dividendes, avec comme objectif un niveau correspondant à une fourchette de 20 % à 30 % du résultat par action déclaré du précédent exercice;
- Remettre aux actionnaires l'excédent de capital par le biais du rachat d'actions.

Dans le cadre de sa stratégie d'affectation des capitaux, Stella-Jones cherche à maintenir un ratio de la dette nette sur le BAIIA de 2,0 x à 2,5 x, mais la Société pourrait dévier de cette cible pour réaliser des acquisitions et saisir d'autres opportunités stratégiques, et/ou encore financer ses besoins saisonniers en fonds de roulement.

L'affectation des capitaux de la Société depuis 2018 se résume comme suit :

(en millions \$, à l'exception des %)



OBJECTIFS FINANCIERS POUR LES EXERCICES 2022 À 2024 : PROGRÈS RÉALISÉS EN 2022

En 2022, la Société a obtenu des résultats robustes dans l'ensemble de ses catégories de produits, généré d'importants rendements pour ses actionnaires et maintenu une situation financière solide, grâce principalement à la résilience démontrée de son modèle d'affaires et à son agilité continue à répondre à la demande croissante. Ainsi, d'importants progrès ont été réalisés en vue de l'atteinte des objectifs financiers de la Société pour les exercices 2022 à 2024, comme le résume le tableau ci-après.

La solide performance de la Société en 2022 lui procure des assises solides pour 2023 et la positionne favorablement pour atteindre ou surpasser les objectifs financiers établis pour la période 2022 à 2024.

(en millions \$, sauf les pourcentages)	Objectifs financiers 2022-2024 publiés le 9 mars 2022 ⁽²⁾	2022	Résultats
Ventes	2 700 \$ à 3 000 \$	3 065 \$	✓
Activités liées aux infrastructures	75 à 80 % des ventes	69 %	↗
Bois d'œuvre à usage résidentiel	20 à 25 % des ventes	24 %	✓
Marge du BAIIA ⁽¹⁾	≥ 15 %	14,6 %	↗
Dépenses en immobilisations pour soutenir la croissance de la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics	90 \$ à 100 \$	33 \$	↗
Remise de capital aux actionnaires	500 \$ à 600 \$	230 \$	↗
Ratio dette nette sur le BAIIA ⁽¹⁾	2,0 x à 2,5 x	2,5 x	✓

✓ Fourchette cible atteinte

↗ Progrès réalisés vers l'atteinte de la fourchette cible

Croissance des ventes et du BAIIA :

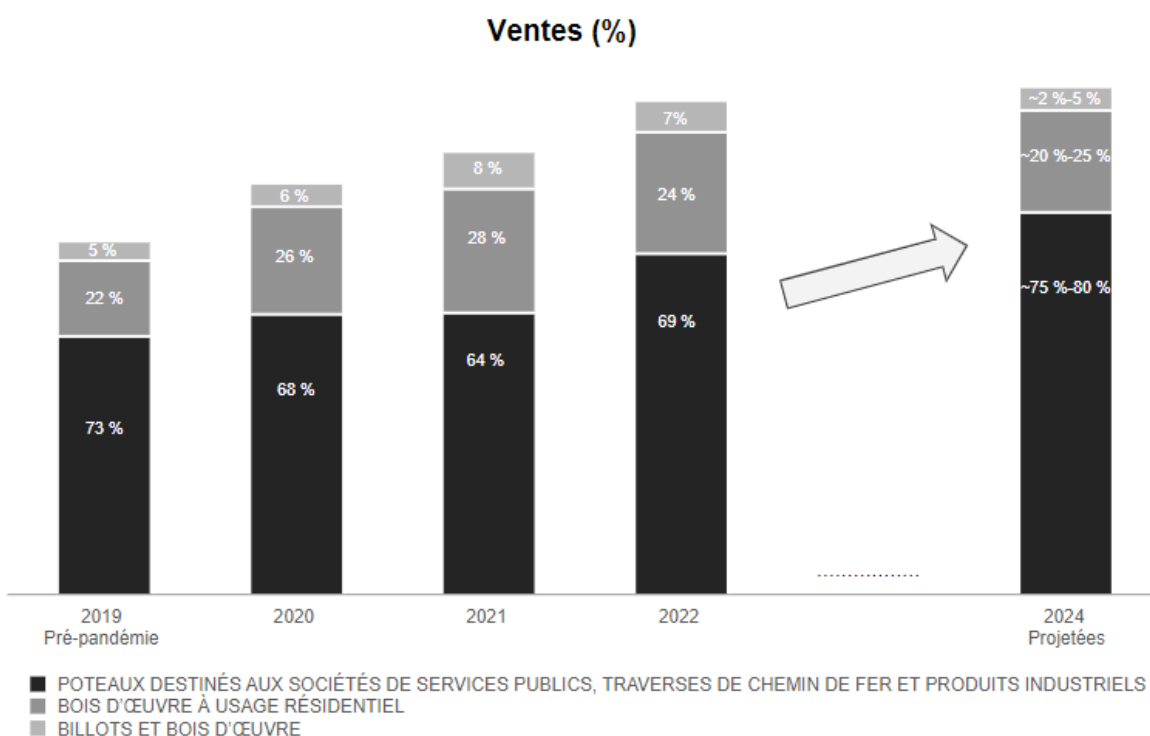
Si on exclut l'incidence de la conversion des devises, ainsi que l'apport de l'acquisition de Texas Electric Cooperatives, Inc. (« TEC ») réalisée en 2022, les ventes de la Société se sont situées dans le haut de la fourchette des objectifs financiers établis pour la période 2022 à 2024, grâce en grande partie à la croissance des ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics et de bois d'œuvre à usage résidentiel. Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont bénéficié d'une demande du marché de plus en plus forte et la catégorie a enregistré une croissance interne de plus de 20 %, alors que la croissance anticipée des ventes se situait à un chiffre dans le haut de la fourchette. Cette tendance devrait se maintenir en 2023. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel, quant à elles, ont continué à profiter de prix de vente supérieurs aux niveaux normalisés. Les ventes de traverses de chemin de fer réalisées en 2022 ont été légèrement plus élevées que la croissance ciblée, en raison d'ajustements plus importants des prix de vente visant à couvrir l'augmentation des coûts.

⁽¹⁾ Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

⁽²⁾ Veuillez consulter le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2021 afin d'obtenir de plus amples renseignements et prendre connaissance des hypothèses utilisées pour l'établissement des objectifs financiers pour les exercices 2022-2024. Les objectifs financiers pour les exercices 2022-2024 sont présentés entièrement sous réserve des déclarations de nature prospective décrites dans le présent rapport de gestion.

En 2022, la Société a progressé vers son objectif d'accroître la proportion relative des ventes liées aux infrastructures pour qu'elles s'établissent dans une fourchette de 75 à 80 % des ventes, et a atteint son objectif au quatrième trimestre de 2022. Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics, de traverses de chemin de fer et de produits industriels de la Société ont représenté 78 % des ventes totales au dernier trimestre de 2022. Bien que les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel se soient maintenues à des niveaux supérieurs aux prévisions en 2022, la part relative des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel a diminué pour s'établir dans la fourchette cible de la Société.

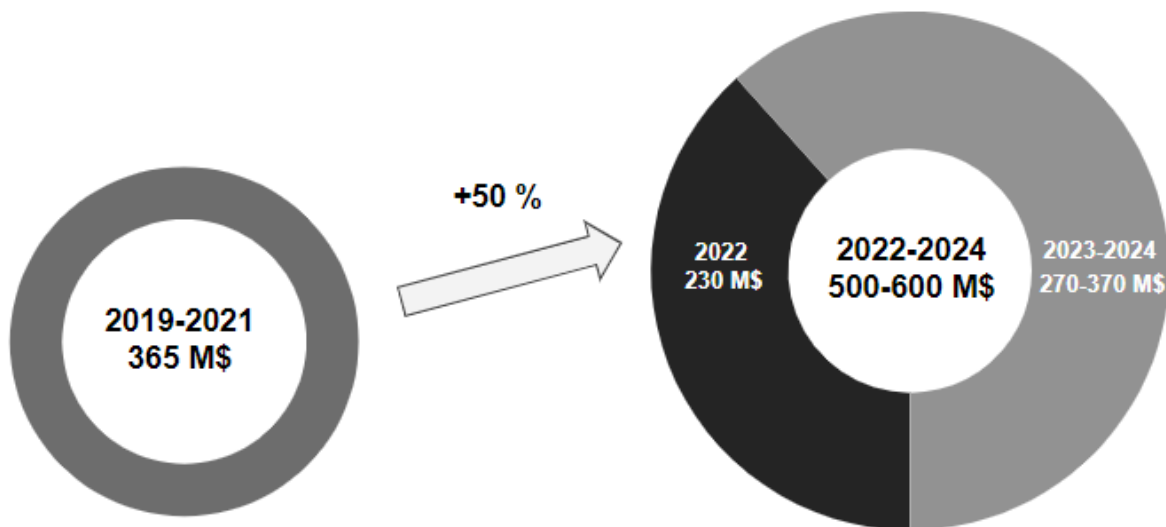
La marge du BAIIA⁽¹⁾ de 14,6 % générée en 2022, a subi l'incidence d'autres pertes, constatées dans l'exercice, liées en grande partie à la mise hors service d'équipement inutilisé, ainsi que du décalage des ajustements des prix de vente, en particulier pour les traverses de chemin de fer, alors que les coûts ont continué d'augmenter tout au long de l'année. Si on exclut les autres pertes de huit millions \$ comptabilisées au cours de l'exercice, la marge du BAIIA de la Société se rapproche davantage de son objectif de 15 % en 2022.



Mettre à profit les robustes flux de trésorerie générés :

La Société met continuellement à contribution les robustes flux de trésorerie qu'elle génère pour créer une valeur importante pour les actionnaires. En 2022, 230 millions \$ de capital ont été remis aux actionnaires, ce qui représente de 40 à 45 % de l'engagement de la Société à remettre un montant de 500 à 600 millions \$ au cours de la période s'échelonnant de 2022 à 2024. Au 31 décembre 2022, la Société maintenait un ratio d'endettement de 2,5 x.

Capital remis aux actionnaires



FAITS SAILLANTS

Acquisition d'entreprise

Le 1^{er} novembre 2022, la Société a acquis la quasi-totalité des actifs de fabrication de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics de TEC. TEC produit des poteaux en pin jaune du sud destinés aux sociétés de services publics en utilisant principalement des agents de préservation à base de créosote dans son usine de traitement du bois de Jasper, au Texas. Cette acquisition augmentera la capacité de la Société à répondre aux besoins croissants du secteur des poteaux de services publics en Amérique du Nord, tout en optimisant l'efficacité globale de son réseau continental.

La contrepartie totale associée à l'acquisition s'élevait à 42 millions \$ (31 millions \$ US) et comprenait une contrepartie différée constituée de montants payables à des dates ultérieures totalisant quatre millions \$ (3 millions \$ US). Si on exclut les frais liés à la transaction d'un montant inférieur à un million \$ et comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net, le décaissement s'élève à 38 millions \$. La Société a financé cette acquisition au moyen de ses facilités de crédit existantes.

Vue d'ensemble de l'exercice 2022

Les ventes ont enregistré une hausse de 11 % en 2022 pour atteindre 3 065 millions \$, comparativement à 2 750 millions \$ lors du précédent exercice. Si on exclut l'apport des acquisitions ainsi que l'impact positif de la conversion des devises, les ventes ont augmenté de 173 millions \$, soit 6 %. La progression est principalement attribuable à la croissance interne des ventes de 14 % enregistrée dans les catégories de produits de la Société liées aux infrastructures, à savoir les poteaux destinés aux sociétés de services publics, les traverses de chemin de fer et les produits industriels. Ces catégories de produits ont toutes profité d'une augmentation des prix de vente d'un exercice sur l'autre et d'un accroissement de la demande, à l'exception des traverses de chemin de fer dont les volumes ont diminué par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation des ventes de produits liés aux infrastructures a été en partie contrebalancée par une baisse des ventes dans les catégories du bois d'œuvre à usage résidentiel ainsi que des billots et du bois d'œuvre, en comparaison de la croissance exceptionnelle des ventes enregistrée lors du précédent exercice.

Une forte croissance interne des ventes, particulièrement pour la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics, jumelée à l'apport pendant une année complète des acquisitions de Cahaba Pressure Treated Forest Products, Inc. et de Cahaba Timber, Inc. (collectivement « Cahaba ») réalisées en novembre 2021, expliquent en grande partie l'augmentation de 12 % du BAIIA⁽¹⁾ qui a atteint 448 millions \$ en 2022, contre 400 millions \$ en 2021. Malgré l'augmentation du BAIIA, la marge du BAIIA⁽¹⁾ en 2022 est demeurée relativement stable à 14,6 %, comparativement à une marge de 14,5 % en 2021, en raison de l'incidence d'autres pertes constatées au cours de l'exercice. Si on exclut ces autres pertes, principalement liées à la mise hors service d'équipement inutilisé, la marge du BAIIA de la Société se rapproche davantage de son objectif de 15 % en 2022.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de Stella-Jones se sont élevés à 255 millions \$. La Société a utilisé les flux de trésorerie générés par ses activités d'exploitation et ses crédits disponibles pour investir dans les dépenses en immobilisations, acquérir deux entreprises, le groupe Dinsmore Trucking et TEC, et remettre 230 millions \$ de capital aux actionnaires au moyen du rachat d'actions et du versement de dividendes. En 2022, le dividende versé s'est élevé à 0,80 \$ par action, ce qui représente une hausse de 11 % par rapport à 2021. Au 31 décembre 2022, le ratio de la dette nette sur le BAIIA⁽¹⁾ de la Société s'établissait à 2,5 x.

⁽¹⁾ Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

Faits saillants financiers - depuis le début de l'exercice

Indicateurs clés choisis (en millions \$, sauf les ratios et les données par action)	2022	2021	2020
Résultats d'exploitation			
Ventes	3 065	2 750	2 551
Bénéfice brut ⁽¹⁾	524	456	446
Marge du bénéfice brut ⁽¹⁾	17,1 %	16,6 %	17,5 %
BAIIA ⁽¹⁾	448	400	385
Marge du BAIIA ⁽¹⁾	14,6 %	14,5 %	15,1 %
Résultat d'exploitation	359	326	309
Marge d'exploitation ⁽¹⁾	11,7 %	11,9 %	12,1 %
Résultat net	241	227	210
Résultat par action (« RPA ») – de base et dilué	3,93	3,49	3,12
Flux de trésorerie liés aux			
Activités d'exploitation	255	251	178
Activités de financement	(101)	(58)	(124)
Activités d'investissement	(154)	(193)	(54)
Situation financière			
Actif courant	1 583	1 388	1 319
Stocks	1 238	1 106	1 075
Actif total	3 073	2 665	2 426
Dettes à long terme ⁽²⁾	941	734	606
Obligations locatives ⁽²⁾	167	144	139
Total du passif non courant	1 257	975	835
Capitaux propres	1 557	1 448	1 373
Autres données			
Rendement sur les capitaux propres moyens ⁽¹⁾	16,0 %	16,1 %	15,8 %
Rendement du capital moyen utilisé ⁽¹⁾⁽³⁾	13,4 %	13,7 %	13,7 %
Dividendes déclarés par action	0,80	0,72	0,60
Ratio du fonds de roulement ⁽¹⁾	6,11	5,74	6,05
Dettes nettes sur la capitalisation totale ⁽¹⁾	0,42:1	0,38:1	0,35:1
Dettes nettes sur le BAIIA ⁽¹⁾	2,5 x	2,2 x	1,9 x

⁽¹⁾ Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

⁽²⁾ Incluant la partie courante.

⁽³⁾ Le calcul du ratio a été modifié en 2022 pour devenir le rendement du capital moyen utilisé ; le ratio publié dans le rapport de gestion annuel 2021 excluait également l'incidence de l'acquisition de Cahaba en 2021 (ratio de 14,3 % publié pour l'exercice 2021 et de 14,0 % pour l'exercice 2020).

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Cette rubrique présente des informations requises par le Règlement 52-112 – Information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières à l'égard de « mesures financières déterminées » (telles qu'elles sont définies dans le Règlement).

Les mesures financières non conformes aux PCGR décrites ci-après n'ont pas de sens normalisé prescrit par les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer à des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. La méthode utilisée par la Société pour calculer ces mesures peut différer de celles utilisées par d'autres émetteurs et, par conséquent, la définition de ces mesures financières non conformes aux PCGR pourrait ne pas être comparable à celles de mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. De plus, les mesures financières non conformes aux PCGR ne doivent pas être considérées comme substitut aux informations financières établies conformément aux PCGR.

Les mesures financières non conformes aux PCGR comprennent :

- **Le bénéfice brut** : les ventes moins le coût des ventes
- **Le BAIIA** : le résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles, des actifs au titre du droit d'utilisation et des immobilisations incorporelles (aussi appelé le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement)
- **Le capital utilisé** : l'actif total moins le passif courant ne portant pas intérêt
- **Le capital moyen utilisé** : la moyenne sur douze mois du solde du capital utilisé au début de la période de douze mois et des soldes du capital utilisé à la fin de chaque trimestre pendant le reste de la période de douze mois
- **La dette nette** : la somme de la dette à long terme et des obligations locatives (y compris la partie courante)

Les ratios non conformes aux PCGR comprennent :

- **La marge du bénéfice brut** : le bénéfice brut divisé par les ventes de la période correspondante
- **La marge du BAIIA** : le BAIIA divisé par les ventes de la période correspondante
- **Le rendement du capital moyen utilisé (« RCU »)** : le résultat d'exploitation des douze derniers mois (DDM) divisé par le capital moyen utilisé. En 2022, la Société a modifié la composition de ce ratio dans le but de mieux rendre compte de sa performance d'exploitation et de l'efficacité de son processus d'affectation des capitaux tout au long de la période visée.
- **La dette nette sur la capitalisation totale** : la dette nette divisée par la somme de la dette nette et des capitaux propres
- **La dette nette sur le BAIIA** : la dette nette divisée par le BAIIA des douze derniers mois (DDM)

Les autres mesures financières déterminées comprennent :

- **La marge d'exploitation** : le résultat d'exploitation divisé par les ventes de la période correspondante
- **Le rendement sur les capitaux propres moyens** : le résultat net des douze derniers mois (DDM) divisé par les capitaux propres moyens
- **Le ratio du fonds de roulement** : l'actif courant divisé par le passif courant

La direction considère que ces mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières constituent de l'information utile pour les investisseurs avertis relativement aux résultats d'exploitation, à la situation financière et aux flux de trésorerie de la Société puisqu'elles fournissent des mesures additionnelles de sa performance. La direction utilise des mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières pour faciliter la comparaison de sa performance opérationnelle et financière d'une période à l'autre, établir les budgets annuels, évaluer la capacité de la Société à assumer le service de la dette, à effectuer les dépenses en capital nécessaires et à combler ses besoins en fonds de roulement dans le futur, ainsi que pour évaluer le rendement de la haute direction. Plus précisément :

- **Bénéfice brut et marge du bénéfice brut** : La Société utilise ces mesures financières pour évaluer son rendement opérationnel.
- **BAIIA et marge du BAIIA** : La Société considère que ces mesures constituent de l'information utile pour les investisseurs puisqu'il s'agit de mesures communes dans l'industrie, utilisées par les investisseurs et les

analystes pour mesurer la capacité d'une société à assumer le service de la dette et à respecter ses autres obligations de paiement, ou comme une mesure d'évaluation commune. Ces mesures constituent également des indicateurs clés du rendement opérationnel et financier de la Société.

- **Capital moyen utilisé** : La Société utilise le capital moyen utilisé pour évaluer et suivre les montants de ses investissements dans ses activités.
- **RCU** : La Société utilise le RCU comme un indicateur de rendement pour mesurer l'efficacité de son capital investi et pour évaluer la performance de la haute direction.
- **Dette nette, dette nette sur le BAIIA et dette nette sur la capitalisation totale** : La Société estime que ces mesures sont des indicateurs de l'effet de levier financier de la Société.

Les tableaux qui suivent présentent les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus comparables des PCGR.

Rapprochement du résultat d'exploitation avec le BAIIA	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre		
	2022	2021	2022	2021	2020
(en millions \$)					
Résultat d'exploitation	61	32	359	326	309
Dotations aux amortissements	26	20	89	74	76
BAIIA	87	52	448	400	385

Rapprochement du capital moyen utilisé	Exercices clos les 31 décembre		
	2022	2021	2020
(en millions \$)			
Actif total moyen	2 885	2 579	2 467
Moins :			
Passif courant moyen	254	313	247
Plus :			
Partie courante moyenne des obligations locatives	38	34	32
Partie courante moyenne de la dette à long terme	7	45	10
Dette à court terme moyenne	—	27	—
Capital moyen utilisé	2 676	2 372	2 262

Rapprochement de la dette à long terme avec la dette nette	Exercices clos les 31 décembre		
	2022	2021	2020
(en millions \$)			
Dette à long terme incluant la partie courante	941	734	606
Plus :			
Obligations locatives incluant la partie courante	167	144	139
Dette nette	1 108	878	745
BAIIA (DDM)	448	400	385
Dette nette sur le BAIIA	2,5 x	2,2 x	1,9 x

TAUX DE CHANGE

Le tableau qui suit présente les taux de change moyens et de clôture applicables aux trimestres de Stella-Jones pour les exercices 2022 et 2021. Les taux moyens sont utilisés pour convertir les ventes et les dépenses des périodes visées, tandis que les taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs des établissements étrangers ainsi que les actifs et passifs monétaires des opérations canadiennes libellés en dollars américains.

Taux \$ US/\$ CA	2022		2021	
	Moyen	Clôture	Moyen	Clôture
Premier trimestre	1,27	1,25	1,27	1,26
Deuxième trimestre	1,28	1,29	1,23	1,24
Troisième trimestre	1,31	1,37	1,26	1,27
Quatrième trimestre	1,36	1,35	1,26	1,27
Exercice	1,30	1,35	1,25	1,27

- Taux moyen : L'appréciation de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien au cours de l'exercice 2022, comparativement à l'exercice 2021, a eu un impact positif sur les ventes et une incidence négative sur le coût des ventes.
- Taux de clôture : L'appréciation de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien au 31 décembre 2022, par rapport au 31 décembre 2021 a entraîné une augmentation de la valeur des actifs et des passifs libellés en dollars américains, après conversion en dollars canadiens.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

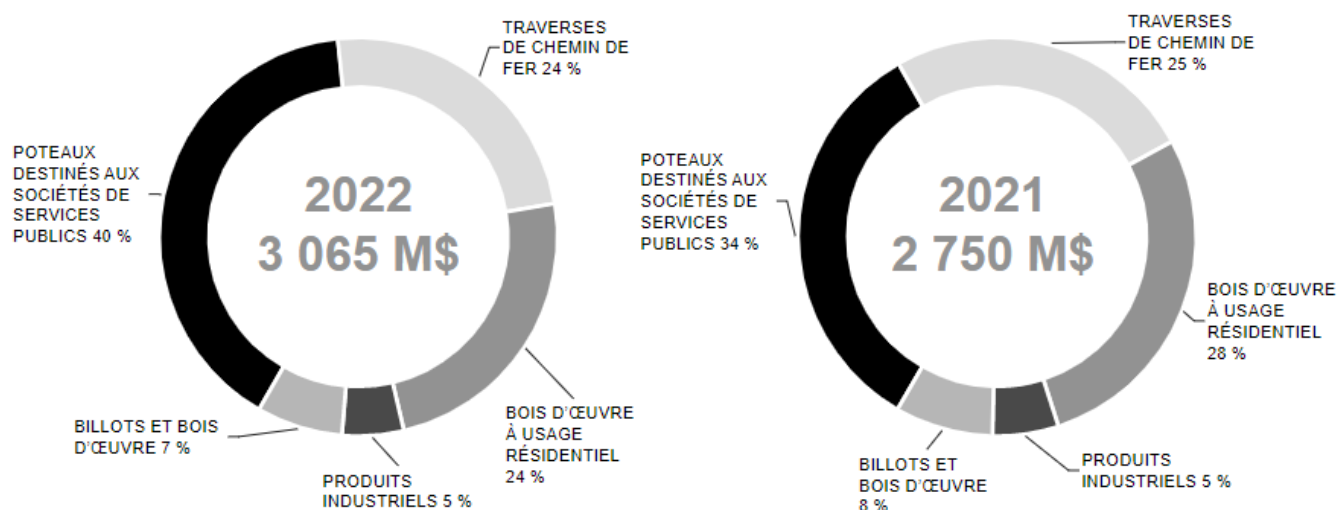
Ventes

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, les ventes ont atteint 3 065 millions \$, en hausse de 315 millions \$ par rapport aux ventes de 2 750 millions \$ réalisées en 2021. Si on exclut l'apport de 66 millions \$ des acquisitions de Cahaba et de TEC, ainsi que l'effet de conversion des devises de 73 millions \$, les ventes de bois traité sous pression ont augmenté de 206 millions \$, soit 8 %. Les ventes liées aux infrastructures ont progressé de 14 %, tandis que les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont reculé par rapport aux ventes records réalisées en 2021. Les augmentations des prix de vente dans l'ensemble des catégories de produits liées aux infrastructures, ainsi qu'un accroissement de la demande pour les poteaux destinés aux sociétés de services publics générée par les programmes d'entretien et les projets, ont été en partie contrebalancés par une baisse des volumes de traverses de chemin de fer et de bois d'œuvre à usage résidentiel. Le recul des ventes de billots et de bois d'œuvre découle en grande partie d'une baisse des activités de vente de bois d'œuvre par rapport au précédent exercice, comme il est expliqué ci-après.

Ventes (en millions \$, sauf les pourcentages)	Poteaux destinés aux sociétés de services publics	Traverses de chemin de fer	Bois d'œuvre à usage résidentiel	Produits industriels	Total du bois traité sous pression	Billots et bois d'œuvre	Ventes consolidées
2021	925	700	773	121	2 519	231	2 750
Acquisitions	66	—	—	—	66	—	66
Incidence des taux de change	39	23	7	4	73	3	76
Croissance interne	197	27	(36)	18	206	(33)	173
2022	1 227	750	744	143	2 864	201	3 065
Croissance interne %	21 %	4 %	(5 %)	15 %	8 %	(14 %)	6 %

Répartition des ventes par catégorie de produits

(% des ventes)



Poteaux destinés aux sociétés de services publics

Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont augmenté pour atteindre 1 227 millions \$ en 2022, comparativement aux ventes de 925 millions \$ réalisées en 2021. Si on exclut l'apport de Cahaba acquise en novembre 2021 et de TEC acquise en novembre 2022, ainsi que l'effet de conversion des devises, les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont augmenté de 197 millions \$, soit 21 %, grâce à des ajustements à la hausse des prix de vente en réponse à l'augmentation des coûts, ainsi qu'à un accroissement de la demande générée par les programmes d'entretien de poteaux destinés aux sociétés de services publics ainsi que par les projets, en particulier pour les poteaux en pin jaune du sud dans le Sud-Est américain. Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont représenté 40 % des ventes totales de la Société en 2022.

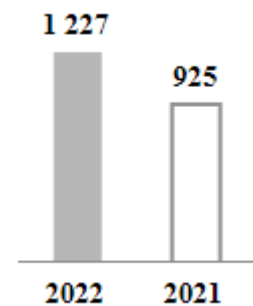
Traverses de chemin de fer

Les ventes de traverses de chemin de fer se sont élevées à 750 millions \$ en 2022, comparativement aux ventes de 700 millions \$ réalisées en 2021. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes de traverses de chemin de fer ont augmenté de 27 millions \$, soit 4 %, en raison d'ajustements favorables des prix de vente, essentiellement pour couvrir les coûts plus élevés de la fibre et des produits de préservation, en partie contrebalancés par une réduction de la demande générée par les programmes d'entretien de certains exploitants de chemins de fer de catégorie 1. Les ventes de traverses de chemin de fer ont représenté 24 % des ventes totales de la Société en 2022.

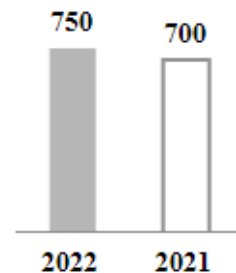
Bois d'œuvre à usage résidentiel

Les ventes dans la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel ont diminué pour se chiffrer à 744 millions \$ en 2022, comparativement à des ventes de 773 millions \$ en 2021. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont reculé de 36 millions \$, soit 5 %, en raison d'un début de saison plus lent en 2022 et d'une baisse des prix de vente par rapport aux prix records observés sur le marché dans la première moitié de 2021. Bien que les ventes en 2022 aient été moins élevées qu'en 2021, elles affichent une progression de plus de 55 % par rapport aux ventes de 471 millions \$ générées lors de l'année pré-pandémique 2019. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont représenté 24 % des ventes totales de la Société en 2022.

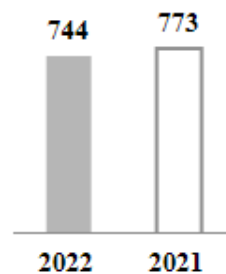
VENTES DE POTEAUX DESTINÉS AUX SOCIÉTÉS DE SERVICES PUBLICS (en millions \$)



VENTES DE TRAVERSES DE CHEMIN DE FER (en millions \$)



VENTES DE BOIS D'ŒUVRE À USAGE RÉSIDENTIEL (en millions \$)

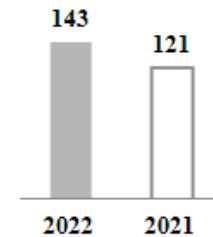


Produits industriels

Les ventes de produits industriels ont augmenté pour atteindre 143 millions \$ en 2022, comparativement aux ventes de 121 millions \$ réalisées en 2021. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes de produits industriels ont progressé de 18 millions \$, soit 15 %, en raison essentiellement d'un accroissement des ventes de pieux, de poutres et de bois pour les ponts. Les ventes de produits industriels ont représenté 5 % des ventes totales de la Société en 2022.

VENTES DE PRODUITS INDUSTRIELS

(en millions \$)

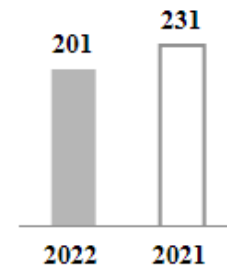


Billots et bois d'œuvre

Les ventes dans la catégorie des billots et du bois d'œuvre se sont élevées à 201 millions \$ en 2022, en baisse par rapport à celles de 231 millions \$ effectuées en 2021. Le recul des ventes est essentiellement attribuable à une diminution de l'activité de négociation de bois d'œuvre par rapport à l'exercice précédent. Les ventes de billots et de bois d'œuvre ont représenté 7 % des ventes totales de la Société en 2022.

VENTES DE BILLOTS ET BOIS D'ŒUVRE

(en millions \$)



Répartition géographique des ventes

Les ventes réalisées aux États-Unis se sont élevées à 2 118 millions \$, soit 69 % des ventes en 2022, ce qui représente une augmentation de 362 millions \$, ou 21 %, par rapport aux ventes de 1 756 millions \$ réalisées en 2021. La progression est principalement attribuable à des ajustements des prix de vente dans l'ensemble des catégories de produits liées aux infrastructures en réponse à la hausse des coûts, ainsi qu'à la vigueur de la demande pour les poteaux destinés aux sociétés de services publics, en partie contrebalancés par une baisse des volumes de traverses de chemin de fer et de bois d'œuvre à usage résidentiel. Les ventes réalisées en 2022 ont également bénéficié de l'impact favorable de l'appréciation de la valeur du dollar US par rapport au dollar canadien, comparativement à l'exercice précédent, ainsi que de l'apport des acquisitions de Cahaba et de TEC.

Les ventes effectuées sur le marché canadien se sont chiffrées à 947 millions \$, soit 31 % des ventes, en 2022, ce qui représente un recul de 47 millions \$, ou 5 %, par rapport aux ventes de 994 millions \$ réalisées en 2021. La diminution est principalement attribuable à la baisse des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ainsi que de billots et de bois d'œuvre, en partie contrebalancée par une hausse des prix de vente dans les catégories des poteaux destinés aux sociétés de services publics, des traverses de chemin de fer et des produits industriels.

Coût des ventes

Le coût des ventes, incluant l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs au titre du droit d'utilisation et des immobilisations incorporelles, s'est élevé à 2 541 millions \$ en 2022, comparativement à 2 294 millions \$ en 2021, ce qui représente 82,9 % et 83,4 % des ventes respectivement. L'augmentation, en dollars absolus, est en grande partie attribuable à la hausse des coûts des intrants, aux coûts des ventes supplémentaires attribuables aux acquisitions, ainsi qu'à l'incidence de l'appréciation du dollar US, en partie contrebalancés par une baisse des volumes de vente dans les catégories des traverses de chemin de fer, du bois d'œuvre à usage résidentiel ainsi des billots et du bois d'œuvre.

La dotation aux amortissements totale s'est élevée à 89 millions \$ en 2022, dont 74 millions \$ ont été comptabilisés dans le coût des ventes. Lors du précédent exercice, la dotation aux amortissements totale s'était chiffrée à 74 millions \$, dont 63 millions \$ avaient été comptabilisés dans le coût des ventes. L'augmentation s'explique en partie par l'amortissement supplémentaire découlant de l'acquisition de Cahaba à la fin de 2021 ainsi que par l'amortissement de nouveaux projets d'immobilisations.

Bénéfice brut

Le bénéfice brut s'est chiffré à 524 millions \$ en 2022, contre 456 millions \$ en 2021, ce qui représente des marges respectives de 17,1 % et 16,6 %. L'augmentation du bénéfice brut, en dollars absolus comme en pourcentage des ventes, est en grande partie attribuable à des ajustements favorables des prix de vente des catégories de produits liées aux infrastructures, qui ont surpassé la hausse des coûts. L'augmentation en dollars absolus a été en partie contrebalancée par une baisse de la demande pour les traverses de chemin de fer, le bois d'œuvre à usage résidentiel ainsi que pour les billots et le bois d'œuvre. L'apport pendant une année entière de l'acquisition de Cahaba ainsi que l'impact positif de la conversion des devises ont également contribué à la hausse du bénéfice brut pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration se sont élevés à 157 millions \$ pour l'exercice 2022, comparativement à 127 millions \$ en 2021, incluant une dotation aux amortissements de 15 millions \$ en 2022 et de 11 millions \$ en 2021. L'augmentation des frais de vente et d'administration est en grande partie attribuable à une hausse de la charge de rémunération de 12 millions \$, y compris une rémunération variable, une hausse des coûts des projets et des honoraires de consultation de six millions \$, une augmentation des frais de déplacement de trois millions \$ et l'amortissement de relations clients acquises de trois millions \$. Exprimés en pourcentage des ventes, les frais de vente et d'administration, excluant la dotation aux amortissements, ont représenté 4,6 % des ventes en 2022, contre 4,2 % en 2021.

Autres pertes, montant net

Le montant net des autres pertes subies au cours de l'exercice 2022 s'est élevé à huit millions \$, comparativement à trois millions \$ en 2021. Cette augmentation est essentiellement attribuable à des pertes de cinq millions \$ constatées en 2022 à la suite de la mise hors service d'équipement inutilisé. Le montant net des autres pertes englobe également des provisions pour restauration de sites de trois millions \$ en 2022 et en 2021.

Charges financières

Les charges financières se sont élevées à 33 millions \$ en 2022, en hausse par rapport aux charges de 23 millions \$ engagées en 2021. L'augmentation des charges financières est attribuable à une hausse des taux d'emprunt moyens et à un niveau d'endettement plus élevé, découlant principalement du financement des acquisitions.

Résultat avant impôts et charge d'impôts

Le résultat avant impôts s'est élevé à 326 millions \$, soit 10,6 % des ventes en 2022, contre 303 millions \$, ou 11,0 % des ventes, en 2021. La charge d'impôts sur le résultat a totalisé 85 millions \$ en 2022, ce qui représente un taux d'imposition effectif d'environ 26 %, comparativement à 76 millions \$, soit un taux d'imposition effectif d'environ 25 %, lors du précédent exercice. L'augmentation du taux d'imposition effectif en 2022 est principalement attribuable à l'évolution de la provenance des bénéfices imposables générés par la Société au sein des différents territoires où elle exerce des activités.

Résultat net

Le résultat net pour l'exercice 2022 s'est élevé à 241 millions \$, comparativement à un résultat net de 227 millions \$ en 2021. Le résultat par action s'est établi à 3,93 \$ par action en 2022, comparativement à un résultat par action de 3,49 \$ par action lors du précédent exercice. Le résultat par action pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 a bénéficié de l'impact positif des rachats continus d'actions effectués par la Société aux termes de ses offres publiques de rachat dans le cours normal des activités (« OPR »).

RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les ventes de la Société suivent une tendance saisonnière. Les expéditions de poteaux destinés aux sociétés de services publics, de traverses de chemin de fer et de produits industriels sont plus élevées au cours des deuxième et troisième trimestres afin d’approvisionner en produits les utilisateurs industriels pour leurs projets d’entretien estivaux. Les ventes de bois d’œuvre à usage résidentiel suivent une tendance saisonnière semblable. À l’automne et à l’hiver, on observe une diminution de l’activité; par conséquent, les premier et quatrième trimestres affichent généralement des niveaux de ventes relativement moins élevés. Le tableau qui suit présente certaines données financières choisies des huit derniers trimestres de la Société :

2022

Pour les trimestres clos les (en millions \$, sauf le RPA)	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
Ventes	651	907	842	665	3 065
BAIIA ⁽¹⁾	88	154	119	87	448
Résultat d’exploitation	67	133	98	61	359
Résultat net de la période	46	94	65	36	241
RPA – de base et dilué ⁽²⁾	0,73	1,51	1,07	0,61	3,93

2021

Pour les trimestres clos les (en millions \$, sauf le RPA)	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
Ventes	623	903	679	545	2 750
BAIIA ⁽¹⁾	99	180	69	52	400
Résultat d’exploitation	82	161	51	32	326
Résultat net de la période	56	115	34	22	227
RPA – de base et dilué ⁽²⁾	0,85	1,76	0,52	0,34	3,49

⁽¹⁾ Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d’autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

⁽²⁾ Les chiffres étant arrondis, la somme des RPA trimestriels peut ne pas correspondre exactement au total présenté pour l’ensemble de l’exercice.

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE

Faits saillants

Indicateurs clés de rendement (en millions \$, sauf les ratios et les données par action)	T4-2022	T4-2021	Variation (\$)	Variation (%)
Résultats d’exploitation				
Ventes	665	545	120	22 %
Bénéfice brut ⁽¹⁾	112	65	47	72 %
Marge du bénéfice brut ⁽¹⁾	16,8 %	11,9 %	s.o.	490 pdb
BAIIA ⁽¹⁾	87	52	35	67 %
Marge du BAIIA ⁽¹⁾	13,1 %	9,5 %	s.o.	360 pdb
Résultat d’exploitation	61	32	29	91 %
Marge d’exploitation ⁽¹⁾	9,2 %	5,9 %	s.o.	330 pdb
Résultat net	36	22	14	64 %
RPA – de base et dilué	0,61	0,34	0,27	79 %

⁽¹⁾ Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d’autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

Résultats d'exploitation

Les ventes se sont élevées à 665 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2022, en hausse par rapport aux ventes de 545 millions \$ réalisées lors de la même période en 2021. Si on exclut l'apport de 19 millions \$ des acquisitions ainsi que l'incidence de 34 millions \$ de la conversion des devises, les ventes de bois traité sous pression ont progressé de 60 millions \$, soit 12 %. Cette croissance a été alimentée par les ventes générées par les activités de la Société liées aux infrastructures, qui ont enregistré une progression de 17 % par rapport à la même période l'an dernier. La hausse des prix de vente dans l'ensemble des catégories de produits, en particulier dans celles des poteaux destinés aux sociétés de services publics et des traverses de chemin de fer, ainsi que l'accroissement de la demande pour les poteaux destinés aux sociétés de services publics, ont été en partie contrebalancés par une baisse des volumes de traverses de chemin de fer et de bois d'œuvre à usage résidentiel, comme il est expliqué ci-après.

Ventes (en millions \$, sauf les pourcentages)	Poteaux destinés aux sociétés de services publics	Traverses de chemin de fer	Bois d'œuvre à usage résidentiel	Produits industriels	Total du bois traité sous pression	Billots et bois d'œuvre	Ventes consolidées
T4-2021	227	147	107	25	506	39	545
Acquisitions	19	—	—	—	19	—	19
Incidence des taux de change	19	11	2	2	34	2	36
Croissance interne	61	3	(9)	5	60	5	65
T4-2022	326	161	100	32	619	46	665
Croissance interne %	27 %	2 %	(8 %)	20 %	12 %	13 %	12 %

Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics se sont chiffrées à 326 millions \$, en hausse par rapport à celles de 227 millions \$ réalisées lors de la même période l'an dernier. Si on exclut l'apport des acquisitions ainsi que l'incidence positive de la conversion des devises, les ventes ont progressé de 27 %, en raison d'une hausse des prix de vente et, dans une moindre mesure, d'un accroissement des volumes. Les ventes de traverses de chemin de fer se sont élevées à 161 millions \$, comparativement à 147 millions \$ un an plus tôt. Si on exclut l'incidence positive de la conversion des devises, les ventes de traverses de chemin de fer ont enregistré une progression de 2 %, alors que l'amélioration des prix de vente tant dans le créneau des exploitants de chemins de fer de catégorie 1 qu'auprès des clients autres que les exploitants de chemins de fer de catégorie 1, a été en grande partie contrebalancée par une baisse des volumes. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel se sont chiffrées à 100 millions \$, en recul par rapport à celles de 107 millions \$ réalisées lors de la même période en 2021. Le recul des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel a découlé de la baisse des volumes de vente, alors que les prix de vente sont demeurés relativement inchangés par rapport au quatrième trimestre de 2021. Les ventes de produits industriels se sont élevées à 32 millions \$, en hausse par rapport à celles de 25 millions \$ générées un an auparavant, grâce essentiellement à une augmentation des ventes de bois destiné à des projets de ponts et de passages à niveau. Les ventes de billots et de bois d'œuvre ont totalisé 46 millions \$, en hausse de 13 % par rapport à la même période l'an dernier, en raison principalement d'une augmentation des ventes de billots.

Le bénéfice brut s'est établi à 112 millions \$ au quatrième trimestre de 2022, contre 65 millions \$, au quatrième trimestre de 2021, ce qui représente des marges respectives de 16,8 % et 11,9 %. L'augmentation est principalement attribuable aux hausses des prix de vente qui ont progressé plus rapidement que les hausses de coûts au quatrième trimestre de 2022 pour certaines catégories de produits liées aux infrastructures, de même qu'à l'amélioration du bénéfice brut de la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel en comparaison du bénéfice brut marginal dégagé au quatrième trimestre du précédent exercice. Le bénéfice brut réalisé dans la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel au quatrième trimestre de 2021 avait subi les répercussions de la chute de la demande dans la seconde moitié de l'exercice et de la hausse du coût des stocks qui en a résulté. Les acquisitions ainsi que l'incidence

positive de la conversion des devises ont également contribué à la hausse du bénéfice brut au quatrième trimestre de 2022, par rapport à la même période l'an dernier.

Le résultat net de la période s'est chiffré à 36 millions \$, soit 0,61 \$ par action, comparativement à 22 millions \$, ou 0,34 \$ par action, lors du précédent exercice.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Du fait que la majorité des actifs et des passifs de la Société sont libellés en dollars américains, les fluctuations des taux de change peuvent avoir un impact important sur leur valeur. Au 31 décembre 2022, la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien, comparativement au 31 décembre 2021 (veuillez consulter la rubrique intitulée « Taux de change ») a donné lieu à une hausse du montant des actifs et des passifs libellés en dollars américains, après conversion en dollars canadiens.

Actif

Au 31 décembre 2022, le total de l'actif s'élevait à 3 073 millions \$, contre 2 665 millions \$ au 31 décembre 2021. L'augmentation du total de l'actif est en grande partie attribuable à une hausse de l'actif courant et des immobilisations corporelles, de même qu'à l'effet de conversion des devises sur les actifs libellés en dollars US, comme il est expliqué ci-après. Veuillez noter que le tableau qui suit fournit des informations sur les actifs tirées des états consolidés de la situation financière.

Actif (en millions \$)	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021	Variation
Créances	287	230	57
Stocks	1 238	1 106	132
Autres actifs courants et impôts sur le résultat à recouvrer	58	52	6
Total de l'actif courant	1 583	1 388	195
Immobilisations corporelles	755	629	126
Actifs au titre du droit d'utilisation	160	138	22
Immobilisations incorporelles	171	158	13
Goodwill	369	341	28
Instruments financiers dérivés	29	3	26
Autres actifs non courants	6	8	(2)
Total de l'actif non courant	1 490	1 277	213
Total de l'actif	3 073	2 665	408

Les créances, déduction faite de la provision pour pertes de crédit attendues d'un montant inférieur à un million \$, se chiffraient à 287 millions \$ au 31 décembre 2022, comparativement à 230 millions \$ au 31 décembre 2021. La hausse est attribuable à l'accroissement des ventes au quatrième trimestre de 2022, par rapport au quatrième trimestre de 2021 et, dans une moindre mesure, à l'effet de conversion des devises sur les créances libellées en dollars US. Dans le cours normal des affaires, la Société a conclu des facilités avec certaines institutions financières aux termes desquelles elle peut vendre, sans recours de crédit, des créances clients admissibles aux institutions financières concernées. Les créances sont comptabilisées après déduction des créances clients vendues durant l'exercice.

Les stocks s'élevaient à 1 238 millions \$ au 31 décembre 2022, en hausse comparativement à 1 106 millions \$ au 31 décembre 2021. L'augmentation est attribuable à la hausse des coûts des matières premières qui a eu des répercussions sur l'ensemble des catégories de produits, ainsi qu'à l'effet de conversion des devises sur les stocks libellés en dollars US. La hausse du coût des stocks a été en partie contrebalancée par une baisse des niveaux de stocks de traverses de chemin de fer et de bois d'œuvre à usage résidentiel en raison du resserrement de l'offre de fibre sur le marché.

Compte tenu des longues périodes de temps nécessaires pour sécher le bois à l'air libre, qui peuvent parfois faire en sorte qu'il s'écoulera plus de neuf mois avant qu'une vente soit conclue, les stocks constituent un élément important du fonds de roulement et la rotation des stocks est relativement faible. De plus, d'importants stocks de matières premières et de produits finis sont nécessaires à certains moments de l'année afin de soutenir la catégorie du bois

d'œuvre à usage résidentiel. Les solides relations d'affaires qu'entretient la Société avec ses clients et les contrats à long terme qui en découlent lui permettent de mieux déterminer les besoins en stocks. La direction surveille continuellement les niveaux des stocks et la demande du marché pour ses produits. La production est ajustée en conséquence afin d'optimiser le rendement et l'utilisation de la capacité.

Les immobilisations corporelles s'élevaient à 755 millions \$ au 31 décembre 2022, comparativement à 629 millions \$ au 31 décembre 2021. L'augmentation reflète l'acquisition d'immobilisations corporelles d'un montant de 103 millions \$ au courant de l'exercice 2022, l'ajout d'immobilisations corporelles d'un montant de 28 millions \$ découlant de l'acquisition du groupe Dinsmore Trucking et de TEC, ainsi que l'effet de conversion des devises sur les immobilisations corporelles libellées en dollars US, en partie contrebalancés par une dotation aux amortissements de 31 millions \$ pour la période et la mise hors service d'équipement inutilisé d'une valeur de cinq millions \$.

Les actifs au titre du droit d'utilisation se chiffraient à 160 millions \$ au 31 décembre 2022, comparativement à 138 millions \$ au 31 décembre 2021. Les ajouts d'actifs au titre du droit d'utilisation, essentiellement du matériel roulant, d'un montant de 55 millions \$, incluant quatre millions \$ liés aux entreprises acquises en 2022, ainsi que l'effet de conversion des devises sur les actifs au titre du droit d'utilisation libellés en dollars US, ont été contrebalancés par une dotation aux amortissements de 42 millions \$ pour la période.

Les montants des immobilisations incorporelles et du goodwill atteignaient respectivement 171 millions \$ et 369 millions \$ au 31 décembre 2022. Les immobilisations incorporelles sont principalement composées des relations clients, d'un enregistrement pour la créosote, des coûts d'acquisition de logiciels et de droits de coupe. Au 31 décembre 2021, les immobilisations incorporelles et le goodwill se chiffraient respectivement à 158 millions \$ et 341 millions \$. L'augmentation des immobilisations incorporelles est principalement attribuable aux relations clients d'un montant de 10 millions \$ acquises dans le cadre de l'acquisition de TEC, aux dépenses en logiciels de 11 millions \$ engagées en grande partie dans le cadre de l'implémentation d'un progiciel de gestion intégrée (« PGI ») ainsi qu'à l'effet de conversion des devises sur les immobilisations incorporelles libellées en dollars US, en partie contrebalancés par une dotation aux amortissements de 16 millions \$. L'augmentation du goodwill s'explique par les acquisitions d'entreprises réalisées en 2022 ainsi que par l'effet de conversion des devises sur le goodwill libellé en dollars US.

Passif

Au 31 décembre 2022, le total du passif de Stella-Jones atteignait 1 516 millions \$, en hausse par rapport à 1 217 millions \$ au 31 décembre 2021. L'augmentation du total du passif reflétait principalement une hausse de la dette à long terme ainsi que l'effet de conversion des devises sur le passif libellé en dollars US, comme il est expliqué ci-après. Veuillez noter que le tableau qui suit fournit des informations sur les passifs tirées de rubriques sélectionnées des états consolidés de la situation financière.

Passif (en millions \$)	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021	Variation
Comptes créditeurs et charges à payer	201	162	39
Partie courante de la dette à long terme	1	33	(32)
Partie courante des obligations locatives	41	35	6
Autres	16	12	4
Total du passif courant	259	242	17
Dette à long terme	940	701	239
Obligations locatives	126	109	17
Passifs d'impôt différé	158	137	21
Autres	33	28	5
Total du passif non courant	1 257	975	282
Total du passif	1 516	1 217	299

Le passif courant s'élevait à 259 millions \$ au 31 décembre 2022, contre 242 millions \$ au 31 décembre 2021. Cette variation est principalement attribuable à une hausse de 39 millions \$ des comptes créditeurs et charges à payer, essentiellement attribuable à la hausse des coûts des matières premières, en particulier ceux de la fibre, au quatrième trimestre de 2022, par rapport au quatrième trimestre de 2021, en partie contrebalancée par le remboursement de la facilité de crédit à terme non rotatif non garantie de 25 millions \$ US classée dans la partie courante de la dette à long terme au 31 décembre 2021.

Dette à long terme

La dette à long terme de la Société, y compris la partie courante, se chiffrait à 941 millions \$ au 31 décembre 2022, comparativement à 734 millions \$ au 31 décembre 2021, comme il est expliqué ci-après. L'augmentation est attribuable aux emprunts nets additionnels de 169 millions \$ effectués au cours de l'exercice, ainsi qu'à l'effet de conversion des devises sur la dette à long terme libellée en dollars US de 38 millions \$.

Dette à long terme (en millions \$)	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
Facilités de crédit rotatif non garanties	394	252
Facilités de prêt à terme non garanties	338	253
Billets de premier rang non garantis	204	190
Facilité de crédit à terme non rotatif non garantie	—	32
Autres	5	7
Total de la dette à long terme	941	734

Le 2 novembre 2022, la Société a conclu une septième convention de crédit syndiquée amendée et mise à jour dans le but, entre autres, (i) d'augmenter le montant disponible en vertu de la facilité de crédit rotatif non garantie pour le faire passer de 325 millions \$ US à 400 millions \$ US, et ii) de remplacer les références au *London Interbank Offered Rate* pour le dollar américain (« LIBOR ») par le *Secured Overnight Financing Rate* (« SOFR »). Les montants prélevés sur la facilité de crédit rotatifs avant cette modification ont continué d'appliquer LIBOR jusqu'à leur échéance. Toutes les autres modalités et conditions demeurent sensiblement les mêmes.

Au 31 décembre 2022, la Société avait un montant total disponible de 259 millions \$ (191 millions \$ US) en vertu des facilités de crédit rotatif de la Société de 677 millions \$ (500 millions \$ US).

Au 31 décembre 2022, le ratio de la dette nette sur le BAIIA avait augmenté pour s'établir à 2,5 x et la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette, ses obligations de déclaration et ses ratios financiers.

Capitaux propres

Les capitaux propres s'établissaient à 1 557 millions \$ au 31 décembre 2022, comparativement à 1 448 millions \$ au 31 décembre 2021.

Capitaux propres (en millions \$)	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021	Variation
Capital-actions	194	208	(14)
Résultats non distribués	1 192	1 161	31
Cumul des autres éléments du résultat global	171	79	92
Total des capitaux propres	1 557	1 448	109

L'augmentation des capitaux propres au 31 décembre 2022 est attribuable à un résultat net de 241 millions \$, ainsi qu'à une augmentation de 92 millions \$ du cumul des autres éléments du résultat global, résultant essentiellement de la conversion des devises des établissements étrangers, en partie contrebalancés par des rachats d'actions d'un montant de 181 millions \$ et des dividendes d'un montant de 49 millions \$.

Le 8 novembre 2021, la TSX a accepté l'avis d'intention de Stella-Jones de procéder à une OPR visant l'achat, aux fins d'annulation, de jusqu'à 4 000 000 d'actions ordinaires au cours de la période de 12 mois commençant le 12 novembre 2021 et se terminant le 11 novembre 2022 (l'« OPR 2021-2022 »). Le 8 mars 2022, la Société a obtenu l'approbation de la TSX pour modifier son OPR 2021-2022 dans le but d'accroître le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être rachetées par la Société aux fins d'annulation pour le faire passer de 4 000 000 à 5 000 000 d'actions ordinaires, ce qui représente environ 10 % de ses actions ordinaires détenues par le public au 31 octobre 2021.

Le 8 novembre 2022, la TSX a accepté l'avis d'intention de Stella-Jones de procéder à une OPR visant l'achat, aux fins d'annulation, de jusqu'à 5 000 000 d'actions ordinaires au cours de la période de 12 mois commençant le 14 novembre 2022 et se terminant le 13 novembre 2023, ce qui représente environ 9,6 % de ses actions ordinaires détenues par le public.

Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2022, la Société a racheté 828 257 actions ordinaires à des fins d'annulation pour une contrepartie de 36 millions \$ aux termes de son OPR alors en vigueur. En 2022, la Société a racheté un total de 4 696 312 actions ordinaires à des fins d'annulation pour une contrepartie de 181 millions \$ aux termes de ses OPR alors en vigueur.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL

Le tableau qui suit présente un résumé des éléments des flux de trésorerie pour les périodes indiquées :

Résumé des flux de trésorerie (en millions \$)	Exercices clos les 31 décembre	
	2022	2021
Activités d'exploitation	255	251
Activités de financement	(101)	(58)
Activités d'investissement	(154)	(193)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	—	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie – début de l'exercice	—	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie – clôture de l'exercice	—	—

La Société estime que les flux de trésorerie générés par ses activités d'exploitation ainsi que ses facilités de crédit disponibles sont suffisants pour lui permettre de financer ses plans d'entreprise, faire face à ses besoins en fonds de roulement et maintenir ses actifs.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont élevés à 255 millions \$ en 2022, comparativement à 251 millions \$ lors de l'exercice 2021, en raison notamment d'une hausse de la rentabilité, déduction faite des éléments sans effets de trésorerie, ainsi que d'une baisse des versements d'impôts sur le résultat, contrebalancées par une évolution défavorable du fonds de roulement sans effet de trésorerie. Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés, se sont élevés à 457 millions \$ en 2022, contre 388 millions \$ lors de la même période en 2021. Les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie ont réduit les liquidités de 105 millions \$ en 2022, en raison essentiellement de l'augmentation des coûts des stocks, en particulier ceux des traverses de chemin de fer non traitées, ainsi que d'une hausse des créances attribuable à l'accroissement des ventes au quatrième trimestre de 2022, comparativement à la même période l'an dernier.

Le tableau qui suit fournit des informations sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation tirées de rubriques sélectionnées des tableaux consolidés des flux de trésorerie.

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation (en millions \$)	Exercices clos les 31 décembre	
	2022	2021
Résultat net	241	227
Dotation aux amortissements	89	74
Charge d'impôts sur le résultat	85	76
Autres	42	11
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés	457	388
Créances	(43)	(19)
Stocks	(75)	(21)
Autres actifs courants	(9)	(7)
Comptes créditeurs et charges à payer	22	24
Variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie	(105)	(23)
Intérêts versés	(32)	(23)
Impôts sur le résultat payés	(65)	(91)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	255	251

Flux de trésorerie utilisés par les activités de financement

En 2022, les activités de financement ont réduit les liquidités de 101 millions \$, comparativement à une réduction de 58 millions \$ en 2021. L'augmentation est principalement attribuable au rachat d'un plus grand nombre d'actions aux termes des OPR en 2022, en partie contrebalancé par des emprunts supplémentaires effectués au quatrième trimestre dans le but de financer l'augmentation du fonds de roulement et l'acquisition de TEC.

Le tableau qui suit fournit des informations sur les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement tirées de rubriques sélectionnées des tableaux consolidés des flux de trésorerie.

Flux de trésorerie utilisés par les activités de financement (en millions \$)	Exercices clos les 31 décembre	
	2022	2021
Variation nette de la dette à court terme	—	2
Variation nette des facilités de crédit rotatif	139	(13)
Produit net de la dette à long terme	30	142
Remboursement des obligations locatives	(41)	(35)
Dividendes sur les actions ordinaires	(49)	(47)
Rachat d'actions ordinaires	(180)	(108)
Autres	—	1
Flux de trésorerie utilisés par les activités de financement	(101)	(58)

Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement

Les activités d'investissement ont réduit les liquidités de 154 millions \$ en 2022, en raison principalement de l'acquisition d'immobilisations corporelles, y compris 33 millions \$ de dépenses en immobilisations pour faire face à la demande croissante pour les poteaux destinés aux sociétés de services publics, ainsi que des acquisitions du groupe Dinsmore Trucking et de TEC. En 2021, les activités d'investissement s'étaient chiffrées à 193 millions \$ et avaient consisté principalement en l'acquisition de Cahaba et d'immobilisations corporelles.

Le tableau qui suit fournit des informations sur les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement tirées des tableaux consolidés des flux de trésorerie.

Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement (en millions \$)	Exercices clos les 31 décembre	
	2022	2021
Acquisition d'entreprises	(46)	(129)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(97)	(48)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(11)	(16)
Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement	(154)	(193)

Obligations financières

Le tableau suivant présente les échéances des obligations financières au 31 décembre 2022 :

Obligations financières (en millions \$)	Valeur comptable	Flux monétaires contractuels	Moins de 1 an	Années 2 et 3	Années 4 et 5	Plus de 5 ans
Comptes créditeurs et charges à payer	201	201	201	—	—	—
Obligations liées à la dette à long terme *	941	1 092	42	177	592	281
Paiements minimaux en vertu d'obligations locatives	167	184	45	66	42	31
Obligations financières	1 309	1 477	288	243	634	312

* Comprend les paiements d'intérêts. Les intérêts sur la dette à taux variables sont présumés demeurer inchangés par rapport aux taux en vigueur au 31 décembre 2022.

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ACTIONS ET LES OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 31 décembre 2022, le capital-actions de la Société était constitué de 59 115 959 actions ordinaires émises et en circulation (63 773 252 au 31 décembre 2021).

Le tableau qui suit présente l'évolution du capital-actions en circulation pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 :

Nombre d'actions	Exercice clos le 31 décembre 2022
Solde au début de l'exercice	63 773 252
Actions ordinaires rachetées	(4 696 312)
Régimes d'achat d'actions des employés	39 019
Solde à la clôture de l'exercice	59 115 959

Au 7 mars 2023, le capital-actions de la Société était constitué de 58 694 418 actions ordinaires émises et en circulation.

Au 31 décembre 2022, le nombre d'options en circulation et pouvant être exercées en vue d'acquies des actions ordinaires émises en vertu du Régime d'options d'achat d'actions de la Société était de 30 000 (30 000 au 31 décembre 2021). Au 7 mars 2023, le nombre d'options en circulation et pouvant être exercées était de 30 000.

DIVIDENDES

Le conseil d'administration de la Société a déclaré les dividendes trimestriels suivants au cours de l'exercice 2022 :

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de paiement	Montant du dividende
			\$
8 mars 2022	4 avril 2022	22 avril 2022	0,20
10 mai 2022	1 ^{er} juin 2022	22 juin 2022	0,20
9 août 2022	6 septembre 2022	23 septembre 2022	0,20
8 novembre 2022	1 ^{er} décembre 2022	16 décembre 2022	0,20

La déclaration de dividendes futurs, ainsi que leurs montants et dates de versement continueront d'être évalués par le conseil d'administration de la Société en fonction de la stratégie d'affectation des capitaux de la Société. La Société ne peut garantir les montants ni les dates de versement de tels dividendes dans le futur.

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

La Société fait face, à l'occasion, à des réclamations et des poursuites dans le cours normal de ses activités. La Société ne peut, à l'heure actuelle, déterminer avec exactitude l'issue de ces procédures, mais à son avis, celles-ci ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les flux de trésorerie, la situation financière ou sur les résultats d'exploitation de la Société.

La Société a émis des garanties totalisant 42 millions \$ en 2022 (30 millions \$ en 2021) en vertu de lettres de crédit et de diverses cautions de soumission et de garantie de bonne exécution. La Société ne croit pas que ces garanties seront exigibles et n'a donc comptabilisé aucune provision relative aux garanties dans les états financiers consolidés.

Les activités de la Société sont assujetties aux lois et règlements fédéraux et provinciaux canadiens, ainsi qu'à ceux du gouvernement fédéral et des états américains en matière d'environnement qui régissent, entre autres, les émissions atmosphériques, la gestion des déchets et les rejets d'effluents d'eaux usées. La Société prend des mesures pour se conformer à ces lois et règlements. Cependant, ces mesures sont soumises aux incertitudes relatives aux changements dans les exigences légales, à leur mise en application et au développement des procédés technologiques.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

a) Le 3 mars 2023, la Société a amendé et mis à jour la convention de crédit agricole américain dans le but, entre autres, (i) d'augmenter le montant disponible aux termes des facilités de crédit de 350 millions \$ US à 550 millions \$ US, ii) de prolonger la durée de la facilité de crédit rotatif agricole américain d'un montant de 150 millions \$ US du 29 avril 2026 au 3 mars 2028, et iii) de remplacer progressivement les références au LIBOR par le SOFR. Toutes les autres modalités et conditions demeurent sensiblement les mêmes.

b) Le 7 mars 2023, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,23 \$ par action ordinaire, payable le 21 avril 2023 aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des affaires le 3 avril 2023. Il s'agit d'un dividende admissible.

RISQUES ET INCERTITUDES

La Société est exposée à des risques et à des incertitudes qui, s'ils ne sont pas atténués de façon adéquate, pourraient avoir une incidence importante sur ses activités, sa situation financière, ses résultats futurs, sa réputation, ainsi que sur le cours de ses actions ordinaires. Le conseil d'administration exige que la direction de la Société identifie et gère correctement les principaux risques liés aux activités de la Société. La Société a mis en place des politiques et des procédures pour gérer, de manière continue, ses principaux risques et incertitudes et en atténuer les répercussions, mais elle ne peut garantir que ces efforts seront couronnés de succès.

Risques liés aux activités d'exploitation

Dépendance à l'égard de clients importants

La Société dépend de clients importants pour une grande partie de ses ventes et la perte d'un ou de plusieurs de ses clients importants pourrait entraîner une baisse substantielle de ses résultats. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, les 10 plus importants clients de la Société ont représenté 44 % de ses ventes. Durant cette même période, le client le plus important de la Société a représenté 18 % des ventes totales et est associé à la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel, tandis que le deuxième client en importance a représenté 4 % des ventes totales et il est lié à la catégorie des traverses de chemin de fer.

Disponibilité et coût des matières premières

La direction estime que la Société pourrait être touchée par des fluctuations éventuelles de l'approvisionnement et

des prix du bois. Bien que la Société ait obtenu des licences de coupe à long terme et qu'elle tire profit de ses relations bien établies avec des propriétaires forestiers privés et d'autres fournisseurs, rien ne garantit que ces licences seront respectées ou renouvelées au moment de leur expiration, ni que les fournisseurs continueront à fournir du bois à la Société en quantité suffisante.

Il n'existe qu'un nombre limité de fournisseurs de certains produits de préservation utilisés par la Société dans son processus de production, ce qui réduit la disponibilité de sources alternatives d'approvisionnement dans l'éventualité de pénuries imprévues ou d'une perturbation de la production. Certains fournisseurs pourraient également décider de réduire ou de mettre fin à la production de certains produits de préservation, tandis que des changements de législation pourraient nécessiter le recours à des produits de préservation différents de ceux utilisés jusqu'à maintenant. Bien que la Société ne fasse pas affaire avec des fournisseurs établis en Russie ou en Ukraine, un prolongement du conflit armé entre les deux pays pourrait aussi accentuer les perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Un manque de disponibilité de produits forcerait la Société à évaluer des produits de substitution offerts à prix raisonnables et tout aussi sécuritaires, efficaces et acceptables pour les clients de la Société. Bien que la Société atténue ce risque en recherchant, en identifiant et en sécurisant des ententes avec des fournisseurs et des produits de préservation alternatifs à l'extérieur de son réseau d'approvisionnement habituel, rien ne garantit qu'elle sera en mesure d'assurer l'approvisionnement en quantité suffisante de toutes les matières requises pour fabriquer ses produits, ce qui, en retour, pourrait avoir des répercussions négatives sur les résultats d'exploitation de la Société.

Inflation

Dans le contexte inflationniste actuel, les activités d'exploitation de la Société sont vulnérables aux hausses importantes des coûts des intrants, notamment les prix des matières premières, les prix de l'énergie, les frais de transport et les coûts de la main-d'œuvre. Malgré le fait que plusieurs des ententes conclues par la Société avec ses clients prévoient des mécanismes d'indexation des prix de vente en fonction des fluctuations des coûts des matières premières et de certains indices des prix industriels, les répercussions sur les résultats d'exploitation de la Société seront influencées par sa capacité à répercuter les hausses de coûts en temps opportun.

Pandémie, épidémie ou éclosion d'une maladie infectieuse

L'éclosion d'une maladie ou d'un virus, y compris la pandémie de COVID-19, pourrait avoir des répercussions négatives sur les activités d'exploitation de la Société.

Au début de la pandémie de COVID-19, les activités de la Société ont été reconnues comme étant essentielles pour l'intégrité des chaînes d'approvisionnement des sociétés de services publics, du secteur ferroviaire et de l'industrie de la construction. Bien que la Société n'ait pas, jusqu'à maintenant, subi d'interruptions importantes de ses activités d'exploitation ni engagé de hausses substantielles de coûts, la nature persistante de la pandémie de COVID-19, l'émergence de nouveaux variants et les nouvelles réponses possibles à une pandémie future pourraient avoir des répercussions sur la demande pour les produits de la Société et perturber ses activités d'exploitation de même que celles de ses fournisseurs ou clients, ce qui, en retour, pourrait avoir un impact négatif sur les activités commerciales, la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société.

Changements climatiques

Les activités de la Société sont soumises aux variations climatiques, y compris l'occurrence d'une ou de plusieurs catastrophes naturelles et de conditions météorologiques anormalement défavorables exacerbées par les changements climatiques mondiaux. Ces événements pourraient causer des dommages matériels à l'une ou plusieurs des installations de la Société, des variations du coût et de la disponibilité des matières premières, des perturbations dans le transport des marchandises, ainsi qu'une indisponibilité de la main-d'œuvre. Outre les risques matériels associés aux changements des conditions climatiques, les réponses des gouvernements à ces changements posent aussi un risque. Les effets des changements climatiques à l'échelle mondiale, y compris les coûts de conformité à l'évolution de la réglementation sur les changements climatiques et les coûts de transition vers une économie à faible émission de carbone, pourraient entraîner une hausse des coûts et avoir des répercussions négatives sur les résultats d'exploitation de la Société.

Les attentes à l'égard d'une mise en œuvre rapide d'initiatives en matière de changements climatiques sont de plus en plus élevées et l'incapacité de mettre en place des plans d'action qui produisent des résultats concrets à court terme pourraient également nuire à la position concurrentielle de la Société ou présenter un risque de causer préjudice à sa réputation.

Les exigences en matière de développement durable pourraient aussi accroître les obligations de divulgation et de déclaration de la Société. L'incapacité de mettre en place une collecte de données détaillée et éprouvée et des processus d'analyse dotés de contrôles efficaces pourrait avoir des répercussions sur la capacité de la Société de fournir des informations exactes, complètes et en temps opportun.

Dépendance à l'égard du personnel clé

La haute direction de la Société et d'autres employés clés possèdent une vaste expérience de l'industrie, ainsi que des activités de l'entreprise, de ses fournisseurs, de ses produits et de ses clients. La perte de connaissances et d'expertise au sein de la haute direction à la suite du départ d'un ou de plusieurs membres de l'équipe de direction principale, ou encore la perte d'employés clés possédant des connaissances en ingénierie, en foresterie, dans le traitement du bois et dans d'autres domaines spécialisés pourrait nuire à la capacité de la Société à développer et à poursuivre ses stratégies commerciales, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur ses activités et ses résultats d'exploitation.

Recrutement, rétention et gestion d'une main-d'œuvre qualifiée

La capacité de la Société à préserver et renforcer son rendement et à continuer à générer une croissance forte et durable est tributaire, dans une large mesure, de sa capacité à recruter, à développer et à conserver du personnel clé, à élaborer des stratégies judicieuses de succession, ainsi qu'à maintenir de bonnes relations avec ses employés. Les tendances sociales et démographiques, ainsi que les changements dans les modes de vie et les attentes des employés, peuvent compliquer l'embauche et la rétention du personnel. De la difficulté à attirer des employés qualifiés et à conserver une expertise interne précieuse, ou encore des arrêts de travail, pourraient entraîner des perturbations des activités d'exploitation ou engendrer des augmentations de coûts.

Sécurité informatique et protection de la vie privée

La Société dépend des technologies de l'information pour traiter, transmettre et stocker des informations électroniques de façon sécuritaire dans le cadre de ses activités quotidiennes. Malgré ses systèmes et ses contrôles en matière de sécurité, ainsi que ceux de ses fournisseurs tiers, l'infrastructure et les technologies de l'information de la Société peuvent être vulnérables aux cyberincidents. Les cybermenaces varient en termes de techniques et de sources, sont persistantes et sont de plus en plus ciblées et difficiles à détecter et à prévenir. Les cyberattaques et les atteintes à la sécurité des données peuvent comprendre des tentatives non autorisées d'accès, de désactivation, de modification inappropriée ou de dégradation des systèmes de technologie de l'information, des réseaux et des sites Web de la Société, l'introduction de virus informatiques et d'autres codes malveillants, ainsi que des courriels frauduleux d'hameçonnage visant à détourner des données et de l'information ou à installer des logiciels malveillants sur les ordinateurs des utilisateurs. Toute violation de ce type pourrait entraîner des perturbations opérationnelles et des hausses de coûts ou le détournement de données sensibles qui pourraient perturber les activités d'exploitation, exposer la Société à des litiges et avoir des répercussions négatives sur sa réputation ou un impact négatif sur ses clients ou ses fournisseurs. Afin de réduire le risque d'incidents pouvant affecter la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité de l'information, la Société a investi dans des systèmes de contrôle de la confidentialité des données et dans la protection contre les menaces, en plus d'avoir mis en place des politiques, procédures et contrôles de détection et d'atténuation. De telles mesures peuvent ne pas être adéquates ou efficaces à prévenir, identifier ou atténuer les attaques de pirates informatiques ou des accès non autorisés attribuables à des erreurs commises par des employés, à des méfaits ou à d'autres perturbations susceptibles de causer des dommages et d'avoir des répercussions négatives sur les activités et les résultats d'exploitation de la Société. De plus, la Société utilise des systèmes de technologies de l'information dans ses opérations et toute interruption de ces systèmes pourrait créer des perturbations aux opérations quotidiennes le temps de les réparer ou de les mettre à jour.

Implémentation d'un PGI

La Société est en train de déployer un nouveau PGI. Un tel changement implique une planification approfondie, la transformation des processus actuels d'affaires et financiers, ainsi que des tests substantiels et une formation approfondie des employés. La Société a commencé le déploiement en 2021 avec pour objectif que le PGI soit pleinement opérationnel dans l'ensemble de l'organisation d'ici la fin de 2024. Au cours du processus de déploiement, la Société pourrait subir des perturbations des systèmes informatiques et des activités. Toute perturbation pourrait nuire à la capacité de la Société à traiter les transactions, à fournir des rapports précis, opportuns et fiables sur les résultats financiers et opérationnels ainsi qu'à évaluer l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière et les contrôles et procédures de communication de l'information. De plus, il est possible que le processus de déploiement du nouveau système dépasse les délais et le budget prévus et rien ne garantit que le système sera bénéfique dans la mesure prévue. La Société a adopté une approche progressive et estime qu'elle prend les mesures nécessaires, y compris le déploiement de ressources internes et externes, pour atténuer les risques liés à l'implantation.

Risques stratégiques

Conjoncture politique et économique

Un changement négatif dans les conditions politiques et économiques ou une instabilité politique, incluant des troubles civils importants, des actes de guerre ou des activités terroristes pourraient toucher une grande partie ou même la totalité des marchés que la Société dessert, ce qui aurait des répercussions sur les coûts, les prix de vente et la demande pour ses produits et aurait une incidence négative sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Ces événements pourraient également avoir des répercussions sur la situation financière d'un ou de plusieurs fournisseurs clés de la Société, ce qui affecterait sa capacité à s'approvisionner en matières premières et composantes afin de répondre à la demande des clients pour ses produits.

Risque lié aux acquisitions

Dans le cadre de sa stratégie de croissance, la Société prévoit d'acquérir d'autres entreprises complémentaires lorsque ces transactions se justifieront sur le plan économique et stratégique. Rien ne garantit que la Société réussira à gérer de façon efficace l'intégration d'autres entreprises qu'elle pourrait acquérir. Si les synergies prévues ne sont pas réalisées ou si la Société ne réussit pas à intégrer les nouvelles entreprises à son réseau existant, les activités de la Société, sa situation financière et ses résultats d'exploitation pourraient en souffrir de manière importante. La Société pourrait également engager des coûts et mobiliser l'attention de son équipe de direction pour des acquisitions potentielles qui pourraient ne jamais être réalisées.

En outre, bien que la Société procède à des vérifications diligentes à l'égard de ses acquisitions, une entreprise acquise pourrait avoir des obligations qui ne soient découvertes par la Société qu'une fois l'acquisition réalisée et pour lesquelles la Société pourrait devenir responsable. De telles obligations pourraient avoir une incidence défavorable sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société.

Risques financiers

Change

La Société s'expose aux risques de change en raison de certaines de ses exportations de biens fabriqués au Canada. La Société s'efforce d'atténuer ces risques en achetant des matières premières en dollars américains qu'elle utilise dans son processus de fabrication au Canada. La Société peut également avoir recours à des contrats de change à terme pour couvrir ses rentrées et sorties nettes de fonds en dollars américains. Le recours à de telles opérations de couverture peut comporter des risques spécifiques, notamment le défaut possible de l'autre partie à l'opération et le manque de liquidité. Compte tenu de ces risques, il existe une possibilité que le recours à des opérations de couverture puisse entraîner des pertes supérieures à celles qui se seraient réalisées sans recours aux opérations de couverture.

Fluctuations des taux d'intérêt

Au 31 décembre 2022, 65 % de la dette à long terme de la Société était à taux d'intérêt fixes, réduisant ainsi l'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt. La Société conclut des contrats de swap de taux d'intérêt afin de réduire l'incidence des fluctuations des taux d'intérêts sur sa dette à long terme assujettie à des taux d'intérêt variables. Ces contrats de swap exigent l'échange périodique de paiements sans échange du montant du capital nominal sur lequel les paiements sont fondés. La Société a désigné ses contrats de couverture de taux d'intérêt comme couvertures de flux de trésorerie de la dette sous-jacente. La charge d'intérêts sur la dette est ajustée pour y inclure les paiements effectués ou reçus aux termes des contrats de swap de taux d'intérêt. Cependant, si les taux d'intérêt augmentent, les obligations liées au service de la dette visant la dette à taux d'intérêt variable de la Société augmenteront même si le montant emprunté demeure le même, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur la rentabilité, les flux de trésorerie et la situation financière de la Société.

Disponibilité du crédit

Les ententes régissant les facilités de crédit et les billets de premier rang de la Société comportent certaines clauses restrictives qui imposent des restrictions opérationnelles et financières et pourraient limiter la capacité de la Société à prendre part à des activités qui seraient dans son intérêt à long terme. De plus, une violation des clauses des facilités de crédit et des billets de premier rang risque d'entraîner un cas de défaut qui pourrait permettre aux prêteurs d'accélérer le remboursement de la dette. Le cas échéant, la Société pourrait devoir chercher à refinancer ses dettes, mais être incapable de le faire selon des modalités raisonnables d'un point de vue commercial. Par conséquent, la Société serait limitée quant à la manière dont ses activités sont exercées ou être incapable de concurrencer efficacement ou de saisir de nouvelles possibilités d'affaires.

Crédit des clients

L'état de la situation financière de la Société comporte un niveau élevé de créances. Cette valeur est répartie entre les nombreux contrats et clients. Les créances de la Société comportent un élément de risque de crédit dans l'éventualité du non-respect des obligations de la contrepartie. Bien que la Société réduise ce risque en traitant majoritairement avec des fournisseurs de services publics de grande envergure, des exploitants de chemin de fer de catégorie 1 et de grands détaillants, rien ne garantit que les créances seront payées dans les délais voulus, si tant est qu'elles le soient.

Assurance

La Société maintient des polices d'assurance commerciale sur les biens et une assurance risques divers qui cadrent avec les pratiques courantes de l'industrie et le profil de risque particulier de la Société. Ces couvertures pourraient ne pas couvrir la totalité des risques liés aux dangers associés à ses activités et elles sont assujetties à des restrictions, notamment des montants autoassurés, des franchises, des exclusions de couverture et une couverture de responsabilité maximale. La Société peut engager des pertes qui dépassent les limites ou la couverture de ses polices d'assurance, y compris des obligations et des mesures correctives dans le cadre du respect des lois sur l'environnement, des pertes résultant de perturbations importantes dans ses installations de fabrication, des dommages aux relations qu'entretient la Société avec ses clients en raison de ces obligations ou perturbations, ainsi que des pertes pour la Société ou des tiers découlant de cyberrisques. En outre, à l'occasion, divers types de couvertures d'assurance pour les sociétés qui exercent leurs activités dans le même secteur que la Société n'étaient pas offertes selon des conditions acceptables sur le plan commercial ou, dans certains cas, n'étaient pas offertes du tout. À l'avenir, la Société pourrait ne pas être en mesure d'obtenir le même niveau de couverture dont elle bénéficie actuellement et les primes qu'elle verse pour sa couverture pourraient augmenter de façon importante.

Impôt des sociétés

En estimant l'impôt sur les résultats à payer de la Société, la direction utilise des principes comptables pour déterminer les positions fiscales qui sont susceptibles d'être acceptées par les administrations fiscales compétentes. Il n'y a toutefois aucune garantie qu'il n'y aura pas d'écart important entre le montant réel de ses avantages fiscaux ou de son passif d'impôt et les estimations ou les attentes. La législation, la réglementation et les interprétations fiscales qui s'appliquent aux activités de la Société évoluent sans cesse. De plus, les avantages fiscaux futurs et les passifs d'impôt futur dépendent de facteurs qui sont essentiellement incertains et susceptibles de changer, notamment les résultats futurs, les taux d'imposition futurs et la répartition prévue des secteurs d'activité entre les

différentes juridictions où la Société mène ses opérations. En outre, les déclarations de revenus de la Société font continuellement l'objet d'examen par les administrations fiscales compétentes. Ces administrations fiscales déterminent le montant réel de l'impôt à payer ou à recevoir, des avantages fiscaux futurs ou des passifs d'impôt futur ou de toute charge d'impôt sur les résultats que la Société pourrait être tenue de comptabiliser. Les montants déterminés par les autorités fiscales peuvent devenir définitifs et obligatoires pour la Société. L'un ou l'autre des facteurs mentionnés ci-dessus pourrait avoir une incidence négative sur le résultat net ou les flux de trésorerie de la Société.

Risques juridiques et de conformité

Conformité environnementale

La Société est assujettie à plusieurs lois et règlements en matière d'environnement, notamment ceux portant sur :

- les rejets dans l'air;
- les rejets dans l'eau;
- les émissions de substances dangereuses et toxiques;
- la remise en état de sites contaminés; et
- l'utilisation de pesticides antimicrobiens autorisés aux États-Unis sous la loi fédérale relative aux insecticides, fongicides et raticides de réglementation de l'*Environmental Protection Agency* des États-Unis et au Canada sous l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire de Santé Canada et sa loi sur les produits antiparasitaires.

Ces lois et règlements sur l'environnement exigent que la Société obtienne divers inscriptions, licences, permis et autres approbations en matière d'environnement et qu'elle effectue des inspections et des essais de conformité et respecte les délais concernant les exigences de communication afin de pouvoir faire fonctionner ses installations de fabrication et d'exploitation.

La conformité avec ces lois et règlements sur l'environnement continuera d'avoir une incidence sur les activités de la Société en lui imposant des frais d'exploitation et d'entretien ainsi que des dépenses en immobilisations nécessaires. L'omission de s'y conformer pourrait engendrer des mesures d'application civiles ou pénales susceptibles d'entraîner, entre autres, le paiement d'amendes substantielles, souvent calculées quotidiennement, ou dans des cas extrêmes, l'interruption ou la suspension des activités à l'installation visée.

Aux termes des diverses lois et règlements fédéraux, provinciaux, étatiques et locaux, la Société, en qualité de propriétaire, de locataire ou d'exploitant, est susceptible d'être tenue responsable des frais d'enlèvement de contaminants ou de remise en état des sols se trouvant sur ses sites ou sur des propriétés avoisinantes. Les frais de remise en état et autres frais nécessaires au nettoyage ou traitement des sites contaminés pourraient être considérables. Toutefois, dans certains cas, la Société bénéficie d'indemnités de la part d'anciens propriétaires de ses sites. La présence de contaminants sur les sites de la Société ou en provenance de ceux-ci pourrait la rendre responsable envers des tiers ou des instances gouvernementales pour des lésions corporelles, l'endommagement de biens ou tout préjudice causé à l'environnement, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur la capacité de la Société de vendre ou de louer ses biens immobiliers, ou de contracter des emprunts en offrant ces biens en garantie.

Une augmentation de l'activité réglementaire et la possibilité que des changements importants soient apportés aux lois et aux règlements en matière d'environnement constituent d'autres facteurs de risque pour la Société. Bien qu'il ne soit pas possible de prévoir l'issue et la nature de ces changements, ceux-ci pourraient faire augmenter de façon importante les dépenses en immobilisations et les frais engagés par la Société pour que ses installations visées se conforment à ces changements ou pourraient modifier la disponibilité ou les prix de certains produits tels que les produits de préservation achetés et utilisés par la Société.

Bien que la Société ait été partie à des litiges en matière d'environnement, notamment des réclamations pour préjudices physiques et pour diminution de la valeur de propriétés, les résultats et les coûts associés n'ont pas été importants. Toutefois, aucune garantie ne peut être donnée que ce sera toujours le cas à l'avenir, étant donné que les

résultats des différends sur les questions d'ordre environnemental et les décisions rendues sur les litiges en environnement restent imprévisibles.

Les activités de la Société se sont développées et son image s'est renforcée en grande partie grâce à sa production et sa livraison constante de produits de grande qualité, tout en maintenant un niveau élevé de responsabilité face à la protection de l'environnement. Les revendications des autorités réglementaires, des communautés ou des clients à l'égard de pratiques irresponsables pourraient porter atteinte à la réputation de la Société. Une publicité défavorable découlant de violations réelles ou perçues des lois, règlements sur l'environnement ou pratiques courantes de l'industrie pourrait avoir un effet négatif sur la fidélité de la clientèle, contribuer à réduire la demande, affaiblir la confiance du marché et, en dernier ressort, entraîner une réduction du cours des actions de la Société. Ces effets négatifs pourraient être ressentis même si les allégations n'étaient pas fondées, que la Société respecte toutes les lois et réglementations en vigueur et que la Société ne soit pas tenue responsable.

Litiges

La Société est exposée aux risques de litiges dans le cours normal de ses activités de la part d'employés, de clients, de fournisseurs, de concurrents, d'actionnaires, d'organismes gouvernementaux ou d'autres parties qui peuvent prendre la forme d'actions privées, de recours collectifs, de procédures administratives, de mesures réglementaires ou d'autres procédures. Il est difficile d'évaluer ou de quantifier l'issue d'un litige. Les demandeurs dans ces types de poursuites ou de réclamations peuvent chercher à obtenir des montants très importants ou indéterminés, et l'ampleur de la perte éventuelle dans le cadre de ces poursuites ou réclamations peut demeurer inconnue pendant de longues périodes de temps. Bien que la conclusion ne puisse être prévue avec certitude, la Société fait régulièrement le point sur ces affaires et établit des provisions basées sur l'évaluation du résultat probable. Si l'évaluation du dénouement probable s'avérait inexacte, la Société pourrait ne pas avoir constitué les provisions nécessaires pour cette perte, ce qui serait susceptible d'avoir une incidence défavorable sur sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie. Peu importe le résultat, un litige peut entraîner des coûts importants pour la Société et détourner l'attention et les ressources de la direction des activités quotidiennes de la Société.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES

La Société recourt à des instruments dérivés afin d'obtenir une couverture économique visant à atténuer divers risques. La juste valeur de ces instruments s'entend du prix dont conviendraient des parties consentantes n'ayant aucun lien de dépendance et agissant en toute liberté et en pleine connaissance de cause. La juste valeur de ces instruments dérivés est déterminée à partir des prix sur des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. Lorsqu'aucun prix de marché n'est disponible, des techniques d'évaluation sont utilisées, notamment l'analyse des flux de trésorerie actualisés. La technique d'évaluation intègre l'ensemble des facteurs devant être pris en compte dans l'établissement d'un prix, y compris le propre risque de crédit de la Société, de même que le risque de crédit de la contrepartie.

Gestion des risques liés aux taux d'intérêt

Les risques liés aux taux d'intérêt correspondent au risque de fluctuation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier en raison de l'évolution des taux d'intérêt sur le marché. La Société contracte des emprunts aussi bien à taux fixe qu'à taux variable. La gestion des risques a pour objectif de minimiser la possibilité que les fluctuations des taux d'intérêt aient des répercussions négatives sur les flux de trésorerie de la Société. La Société conclut des contrats de swap de taux d'intérêt afin de réduire l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur sa dette à long terme. Au 31 décembre 2022, la Société était partie à deux contrats de swap de taux d'intérêt comme couverture d'emprunts de 237 millions \$ (175 millions \$ US) et dont les dates d'échéance sont décembre 2026 et juin 2028. Ces instruments sont présentés à leur juste valeur et désignés comme couverture de flux de trésorerie. Au 31 décembre 2022, le ratio des emprunts à taux fixe et à taux variable s'établissait à 65 % et 35 %, respectivement, incluant l'incidence des positions de swap de taux d'intérêt (70 % et 30 %, respectivement, au 31 décembre 2021).

Gestion des risques liés aux taux de change

Les résultats financiers de la Société sont publiés en dollars canadiens, alors qu'une partie de ses activités est réalisée en dollars US. Les risques liés aux taux de change correspondent au risque de répercussions des fluctuations des taux de change sur les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie. La gestion des risques par la Société a pour objectif de réduire les risques de flux de trésorerie découlant des flux de trésorerie libellés en devises étrangères. Lorsque la couverture naturelle des ventes et des achats ne s'apparie pas, la Société recourt à des contrats de change à terme pour couvrir ses rentrées et sorties nettes de fonds en dollars US. Au 31 décembre 2022 la Société n'avait aucun contrat de change à terme en vigueur.

PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Les principales conventions comptables utilisées par la Société ainsi que les estimations comptables et jugements critiques sont respectivement décrits à la Note 2 et à la Note 3 des états financiers consolidés audités aux 31 décembre 2022 et 2021.

La Société établit ses états financiers consolidés conformément aux IFRS et au Manuel de CPA Canada, Comptabilité – Partie 1.

Pour préparer les états financiers consolidés conformément aux IFRS, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés de l'actif et du passif ainsi que sur la présentation d'actifs et de passifs éventuels à la date des états financiers, de même que sur le montant des ventes et des charges comptabilisées au cours de la période visée. Les éléments importants qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses comprennent la durée d'utilité estimative des actifs, la recouvrabilité des actifs non courants et du goodwill et la détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le contexte d'une acquisition. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations et parfois de façon importante. Les estimations sont revues périodiquement et, si nécessaire, des ajustements sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net de la période au cours de laquelle ils deviennent connus.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

La Société maintient des systèmes d'information, des procédures et des contrôles appropriés afin de s'assurer que l'information utilisée à l'interne et communiquée à l'externe soit complète, exacte, fiable et présentée dans les délais prévus. Les contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information devant être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation. Ces contrôles et procédures sont également conçus pour garantir que cette information est rassemblée puis communiquée à la direction de la Société, y compris ses dirigeants signataires, selon ce qui convient pour prendre des décisions en temps opportun en matière de communication de l'information.

Le président et chef de la direction ainsi que la première vice-présidente et chef des finances de la Société ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision directe, la conception et l'efficacité opérationnelle des CPCI de la Société (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) en date du 31 décembre 2022, et ont conclu que ces CPCI ont été conçus et opèrent de manière efficace.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir des contrôles internes adéquats à l'égard de l'information financière (« CIIF ») de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de publication externe, conformément aux IFRS.

La direction a procédé à l'évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle de ses CIIF au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs. L'évaluation a été réalisée conformément au cadre de référence proposé dans le guide intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (« COSO »). Cette évaluation a été réalisée par le président et chef de la direction ainsi que la première vice-présidente et chef des finances de la Société, avec l'aide d'autres membres de la direction et employés de la Société, selon ce qui a été jugé nécessaire. En se basant sur cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que la première vice-présidente et chef des finances ont conclu que la conception et l'efficacité opérationnelle des CIIF étaient adéquates au 31 décembre 2022.

Malgré l'évaluation qu'elle en a faite, la direction reconnaît que, peu importe la qualité de leur conception ou de leur mise en application, les contrôles et procédures ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs de contrôle qu'ils visent sont atteints.

CHANGEMENTS CONCERNANT LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Stella Jones Inc. a adopté une approche progressive dans le cadre de sa migration vers un nouveau PGI. Afin de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière appropriés dans les catégories de produits qui ont migré vers le nouveau PGI, des changements pertinents ont été apportés.

Il n'y a eu aucune autre modification des CIIF durant la période s'échelonnant du 1^{er} octobre 2022 au 31 décembre 2022 ayant eu une incidence importante, ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur les CIIF de la Société.

Il convient de noter que les activités liées à TEC, acquise le 1^{er} novembre 2022, ont été exclues de l'étendue de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information, ainsi que de la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière. Certaines informations financières liées à l'acquisition de TEC aux termes de la limitation de l'étendue du Règlement 52-109 se résument comme suit : au 31 décembre 2022, l'actif courant et l'actif non courant se chiffraient respectivement à 11 millions \$ et 22 millions \$, tandis que le passif courant et le passif non courant s'élevaient chacun à un million \$. Durant la période allant du 1^{er} novembre 2022 au 31 décembre 2022, les ventes et le résultat net se sont élevés respectivement à huit millions \$ et un million \$.

Le 7 mars 2023